2,50 F MAROC : 2.80 DH

Combat
SOCIALISTE

N° 18 VENDREDI 20 MARS 1981



Berbig repousse encore une attaque de Genghini, mais ce n'est que partie remise... (Photo Bodin, AP)

Genghini arrache la qualification à cinq minutes de la fin.

SOCHAUX A EU CHAUD

(PAGE 12)

Les producteurs de lait manifestent à Paris

(PAGE 5)

POUR SAUVER LES MUTUELLES

Vendredi, à Niort, François Mitterrand présentera ses propositions pour soutenir le mouvement mutualiste.

(PAGE 7)

Divorce à l'espagnole

Le débat aux Cortès divise profondément le parti gouvernemental.

(PAGE 9)

En prison depuis six ans, il proclame son innocence

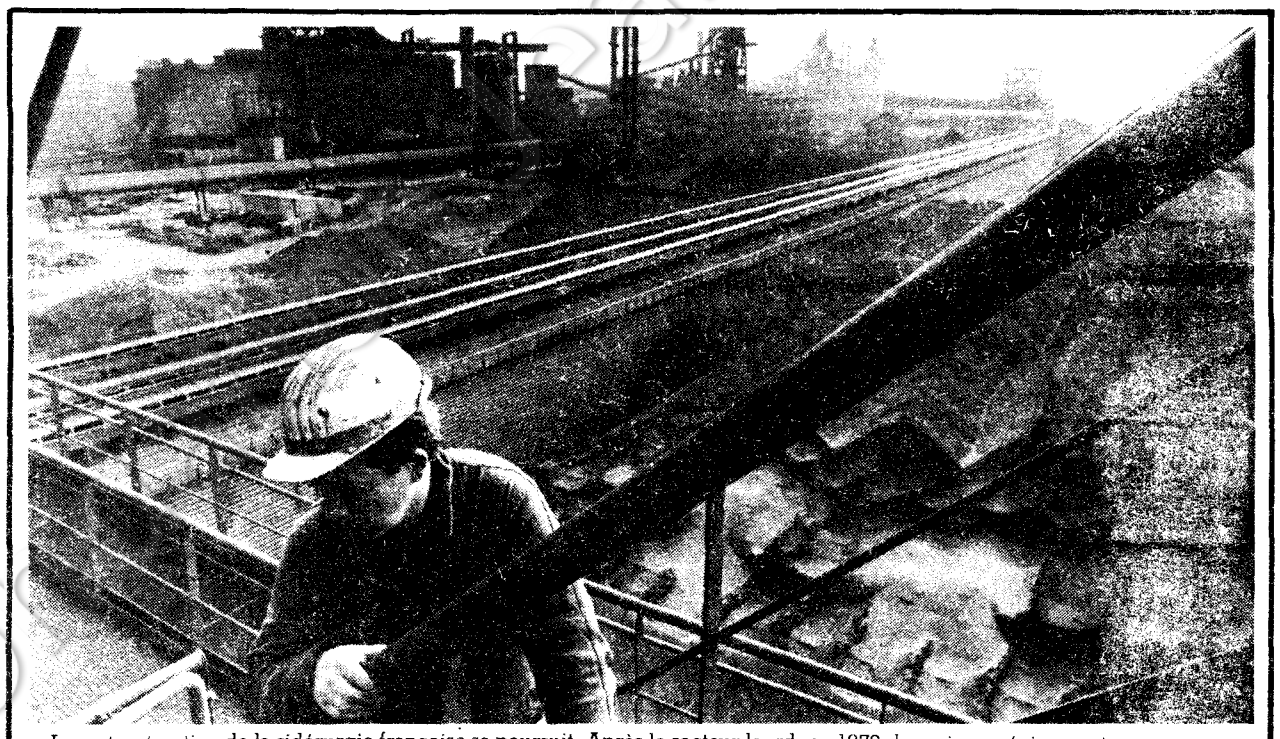
LE DERNIER RECOURS DE MAUVILLAIN

(PAGE 10)

Les déclarations du commandant en chef de l'OTAN en Europe éclairent la politique française de soumission aux Etats-Unis

L'ARMEE FRANCAISE EN INDEPENDANCE SURVEILLEE

Les déclarations que vient de faire, à Bruxelles, le général américain Bernard Rogers, commandant en chef des forces de l'OTAN, mettent en évidence les limites de l'indépendance militaire de la France. Face à cette politique de vassalisation, les partis socialistes de la Communauté européenne ont choisi le thème de la sécurité et du désarmement pour leurs débats en commun, jeudi et vendredi, à l'Assemblée nationale. (Lire, en page 4, le commentaire de Jean-Pierre Chevènement et en page 8, l'article de Patrick Bernier.)



La restructuration de la sidérurgie française se poursuit. Après le secteur lourd, en 1979, les aciers spéciaux se trouvent regroupés autour du pool formé par le rapprochement d'Usinor et de Creusot-Loire.

Ce qui est indigne...

TOUCHÉ au défaut de la cuirasse, le candidat Giscard a mobilisé tout l'appareil gouvernemental et étatique pour protester contre les critiques faites, par François Mitterrand, à la politique étrangère du candidat sortant. François Mitterrand aurait, ni plus ni moins, porté atteinte à l'honneur et à la sécurité de la France.

Le libéral inguérissable qui est encore à l'Elysée fait aussitôt donner l'artillerie lourde, crie à l'inacceptable, dénonce la médiocrité des propos (à laquelle, bien entendu, échappe Raymond Barre quand il traite les opposants à sa politique économique d'analphabètes et de bécassins). Et on lâche le grand mot : *Indignité !*

Tempête dans un verre d'eau. Les giscardiens, émus par la très forte impression laissée par le « Cartes sur table » de François Mitterrand, cherchent à donner le change. Dramatisons, dramatisons : pendant ce temps-là, on ne parlera pas du chômage.

Mais le pétard fait long feu. Il a été tiré à partir d'une mare grenouillante où la « dignité » est quelque peu envasée.

Où est donc l'inacceptable ? Dans le fait de dénoncer une politique étrangère qui abaisse la France devant les grandes puissances, ou dans cette politique elle-même ?

Dans le fait que François Mitterrand demande, comme c'est son rôle et son droit, que comptes soient rendus aux citoyens sur cette politique extérieure, ou dans la manière dont, pour éviter de s'expliquer, le candidat Giscard se cache derrière le président d'Estaing ?

Et s'estime-t-on, à l'Elysée, dans une bonne position pour parler de dignité et d'honneur bafoué ? François Mitterrand, parce qu'il a, lui, une haute idée de la fonction de président de la République, s'est attaché à juger exclusivement la politique menée par le candidat sortant. Il n'a pas évoqué ces « affaires » qui ont marqué le septennat et qui, comme les péripéties diamantaires et centrafricaines, ne sont pas sans ombres et sans questions (*voir en page 4*).

Parce que, au-delà des comportements personnels du président sortant, il y a la gravité d'une politique effectivement indigne de la France. C'est ce qu'a rappelé Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste, mercredi à France-Inter : « *Ce qui est indigne, c'est le type de relations qui s'est instauré entre le président de la République et l'empereur Bokassa pendant de longues années. Je parle non pas des diamants, mais des relations amicales, des chasses constantes avec cet assassin de la jeunesse centrafricaine.* »

Bokassa ? Je l'ai chassé, répond Giscard après avoir remisé, au ratelier, le fusil des safaris. Comme, dans les châteaux, on chasse un garçon d'écurie qui fait jaser dans l'entourage. Et le « cher cousin » vidé de son trône impérial, on envoie, vite fait, à son successeur, un petit mandat à son successeur, destiné à la Croix-Rouge locale. Juste vingt-six jours avant d'annoncer sa candidature aux Français.

Qui a parlé de dignité ?

Claude GAULT

LETTRES OUVERTES

VU DE BOURGOGNE

Des vignes, mais pas de fuel!

QUI dit « Bourgogne » pense « vignes », grappes blondes et grappes brunes avec, sur leurs grains ronds, une goutte de soleil. Chambertin et meursault, pommard, volnay, pouilly et chablis, dans leurs bouteilles cachetées, emplissent les caves aux voûtes solides, pareilles à des cathédrales à demi enterrées. Mais, riche de vignes, la Bourgogne manque de fuel. Pourtant, le jour n'est-il pas proche où elle pourra s'en passer ? En témoigne cette lettre qui m'est adressée :

« Ma chère cousine,

Entendu, je t'attends chez moi, à Dijon, mercredi prochain. Comme je te sais très « écolo », j'ai l'intention de t'emmener à Talant. Ce n'est pas loin. J'ai là-bas une copine, institutrice à la maternelle Langevin. Elle te fera visiter l'installation de chauffage par énergie solaire. Tu verras la pompe à chaleur perchée sur le toit, les canalisations courant un peu partout et les convecteurs qui donnent un air chaud dans les classes. C'est propre, agréable.

Bien sûr, il a fallu payer cette installation ! Rien n'est donné ! Mais quelle économie d'énergie pour l'avenir. La population s'est montrée bien d'accord avec la municipalité (socialiste), et l'on parle d'autres équipements de ce genre dans la ville. Je ne sais pas encore lesquels mais, paraît-il, plusieurs tonnes de pétrole seront ainsi épargnées. Ça vaut le coup, hein ?

Tous les journaux bourguignons et même quelques autres citent en exemple Talant (10 000 habitants). La petite ville va donner des idées aux autres. Je suis sûre que cette visite t'intéressera. Je t'entends déjà dire : « Talant, en avant, marche ! Vive Talant ! »

A bientôt, Au retour de notre vadrouille, je te ferai goûter mon kir. Je le fabrique moi-même maintenant : vin blanc plus crème de cassis. Délicieux !

Je t'embrasse.

Geneviève. »

Marilène CLEMENT

A Piem

L'article de Piem dans *Combat socialiste* n° 6, daté du 4 mars, m'a inspiré ces quelques commentaires.

Mon cher Piem,

Comment peux-tu supposer que madame de Maintenant, aspirante à madame de Toujours, avait menti aux gazettiers d'au-delà des Pyrénées? Elle qui est tout, ou presque, pour la France. Elle qui est le symbole de la dignité, de la qualité française.

Elle qui ne s'est jamais mêlée aux affaires « politichiennes », comme disait un prédécesseur de son illustre mari au modeste logement de fonction du faubourg de je ne sais plus quel saint.

La preuve en est que, dans toutes les photographies des actes officiels, elle prend bien soin de se placer bien détachée, à l'avant bien sûr, des personnalités fussent-elles ministres, et même du premier d'entre eux, maquillage, peut-être Cardin, mais pas tapageux comme celui d'autres fauboutiennes.

Comment oses-tu, mécréant, la comparer à Marie, simple parvenue, pleurant au pied de la croix ? Tu la vois, toi, les joues noircies par le rimmel coulant de ses yeux si purs, si limpides, reflétant la sincérité ?

Cendrillon sans citrouille, dis-tu. Tu ne l'as pas vue à la lucarne au moment où le monarque-président-citoyen-candidat se présentait au brave peuple, brandissant sa lance de vitrier (pointe de diamant), prêt à entreprendre la croisade contre l'impie Mitterrand et les millions de va-nu-pieds qui le suivent?

Jehanne sans voix... Allons, allons, cher Piem. Et Lecanuet, alors...

R. BOSC
Levallois-Perret

Pour aider le peuple salvadorien

Je prends aujourd'hui la plume pour vous dire ma satisfaction de pouvoir lire un quotidien socialiste.

En tant que rédacteur d'un mensuel d'association, je vous tire mon chapeau, car j'ai pu constater que créer et faire vivre un journal n'est pas chose facile ; personnellement, cela fait un an que je suis en but à des difficultés.

J'aimerais savoir s'il ne vous serait pas possible de faire savoir un peu plus précisément à nos lecteurs, la situation du peuple salvadorien. Ne vous serait-il pas possible de lancer, par l'entremise du quotidien, une campagne d'information sur l'attitude du gouvernement des Etats-Unis sur ce problème? Ne vous serait-il pas possible, toujours par l'entremise du quotidien, de lancer une campagne humanitaire en faveur de la population salvadorienne, pour remplacer l'aide supprimée le 17 février par la CEE à la demande de Reagan?

Je vous ai fait ces quelques propositions et posé ces quelques questions, difficiles à traiter en même temps que la campagne présidentielle, car il me semble que le socialisme ne doit pas se construire seulement en France.

Jean-Paul BASTIN
Saint-Etienne

Comme vous avez pu le constater, nous avons rendu compte de l'évolution de la situation à El Salvador très régulièrement. Nous avons fait de même pour l'Afghanistan et pour tous les pays où des hommes luttent pour leur liberté et la démocratie.

ON RECHERCHE

• Vous qui cherchez un livre, un article, un disque, un renseignement d'ordre culturel, écrivez-nous. Chaque semaine, nous publierons gratuitement votre message. Et peut-être un lecteur viendra-t-il vous dépanner ?

Service culturel, *Combat socialiste*, 7 bis, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris.

Faites ce geste pour la victoire

Vous le savez, le PS n'a pas les moyens de Giscard. Alors, pour gagner, le PS a besoin de vous. Le geste à faire : renvoyer, avec votre versement, le bon qui figure ci-dessous.

Ce geste-là, si vous êtes nombreux à le faire, peut avoir une influence décisive sur l'issue de notre combat.
Le Parti socialiste compte sur vous.

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Je soutiens financièrement la campagne du Parti socialiste
Je verse : ..... F

Chèque au nom de « Pierre Joxe - campagne présidentielle du Parti socialiste », 10, rue de Solférino, 75333 Paris Cedex 07.

Météo

Doux et pluvieux

Jeudi. Temps généralement doux et couvert avec des pluies locales. Tempête dans la Manche.

Vendredi. Pour le premier jour du printemps, encore un temps couvert avec des pluies, principalement dans l'ouest du pays. Temps doux et températures en hausse.

Combat SOCIALISTE

Claude Germon, directeur de la publication.

Claude Gault, rédacteur en chef ; **Ghislaine Toutain, Edouard Bailby, Michel Friedman, Guy de Faramond, Gabrielle Rolin**, chefs de service ; **Jean-François Huchet**, secrétaire général ; **Jean-Jacques Salmon**, secrétariat de rédaction.

Jean-Claude Karsenty, administrateur ; **Patrick du Cheyron**, ventes.
Rédaction : 7 *bis*, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris. Tél. 551.97.53.
Publicité Paris : René Lenormand, 10, rue de Solférino, 75007 Paris. Tél. 550.34.35.
Publicité Province : OFRES, 67, boulevard de Clichy, 75017 Paris. Tél. 285.72.57.
Impression : P10, 1, boulevard Ney, 75019 Paris.
Commission paritaire : n° 52224

Mots croisés

PROBLEME N° 20

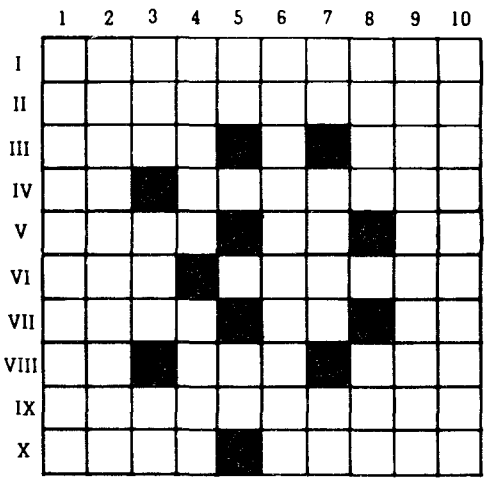
Horizontalement. — I. N'a jamais été bien élevé, sauf à la cour des miracles. — II. Hasardeux. — III. Peut aller droit tout en tournant. Grossit un bleu. — IV. Pronom. Ne se fait pas sans insolence. — V. Amateur de panse de brebis farcie. Fontaine à Dijon. Terme de Lacan. — VI. Le septième a fait rire des générations de potaches. Place entière souvent occupée par une moitié. — VII. Ville d'Allemagne. Article. Le grand fut appelé araignée. — VIII. Berné. Musicien russe. Prend des couleurs en hiver. — IX. C'est pourtant ainsi qu'agissait le Bossu ! — X. Unique à Paris. Odontalgies.

Verticalement. — 1. Peut paradoxalement importuner le I horizontal. — 2. N'est donc pas la première venue. — 3. Prénom. Ne vaut pas une rupiah. Personnel. — 4. Peut vous être servie à La Tranche-sur-Mer. Souffrit de la pierre. — 5. Conjonction. Note. — 6. N'attend pas les flatteurs pour se louer. — 7. Ne fond jamais. Fit défaut à une blanchisseuse. Possessif. — 8. Noir au cinéma. Morceau d'Afrique qui n'intéresse personne. — 9. Survole les pistes et n'atterrit pas. — 10. Vieux soldats.

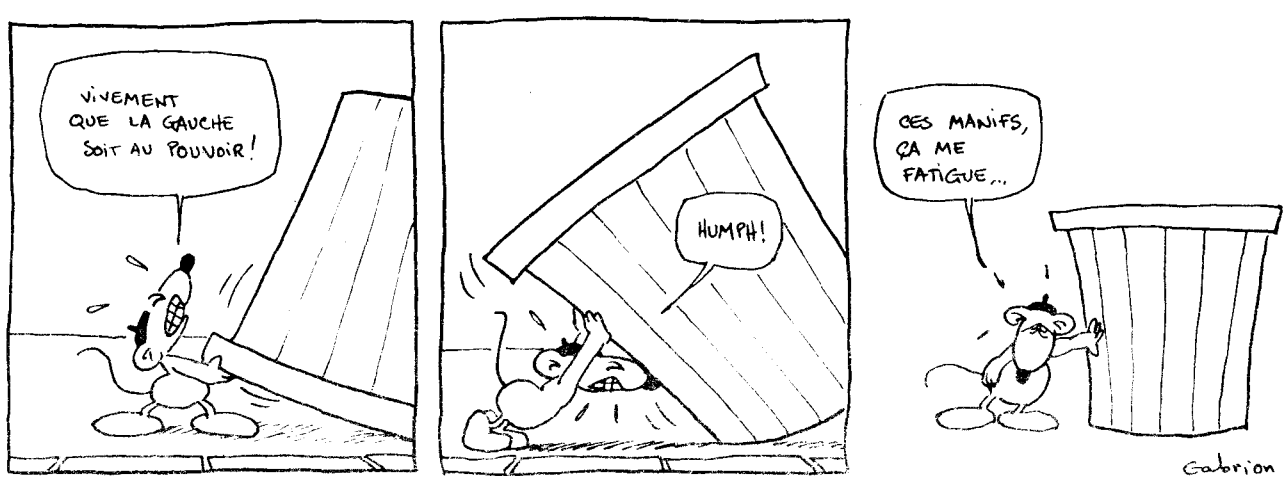
SOLUTION DU N° 19

HORIZONTALEMENT. — I. Reichsmark. — II. Entretenue. — III. Scooters. — IV. Toucans. Sa. — V. Au. Hit. Lit. — VI. Ur. Erodé. — VII. Râ. Terrain. — VIII. Agas. Servi. — IX. Nés. Es. — X. Trembleuse.

VERTICALEMENT. — 1. Restaurant. — 2. Encourager. — 3. Itou. Ase. — 4. Crochets. — 5. Hétaïre. Ob. — 6. Stentors. — 7. Mers. Drège. — 8. Ans. lear. — 9. Ru. Si. Ives. — 10. Kératinisé.



Rat-le-bol



LA CAMPAGNE DE FRANÇOIS MITTERRAND

Niort, Rennes, Poitiers

François Mitterrand sera dans l'Ouest le vendredi 20 mars : après une visite à Poitiers, le candidat socialiste se rendra à Niort pour un meeting, à 19 h 30, avant de rejoindre Rennes où il doit prononcer un important discours à 22 heures.

A Niort, François Mitterrand sera accueilli par René Gaillard, député socialiste, maire de la ville, qui préside le comité de soutien, et par Michel Chaumet, premier secrétaire de la fédération des Deux-Sèvres. Il sera là dans un département de 600 000 habitants, à dominante conservatrice, où les socialistes font figure de trouble-fête dans un monde de notables bien pensants.

Le département, qui comptait 7 712 chômeurs le 1er janvier 1980, en était à 9 959 en janvier dernier, soit 29 % d'augmentation.

A Niort, les difficultés s'accroissent avec la SAVEBAG et la Chamoiserie Rousseau, qui ont licencié nombre de salariés. A Parthenay, c'est la briquetterie Ayrault qui a déposé son bilan.



(Photo Pascal Lebrun)

Le candidat socialiste et Louis Chopier, maire de Saint-Malo.

Guy Bedos en campagne

Contrairement à Coluche, Guy Bedos n'a pas la moindre ambition politique. Il participera tout de même, à sa façon, aux élections présidentielles en prolongeant son spectacle à Bobino, jusqu'au deuxième tour et en s'inspirant directement de l'actualité immédiate.

Niort : un dossier sur l'emploi

Les Deux-Sèvres connaissent elles aussi d'importantes difficultés à propos de l'emploi, surtout dans le secteur de Parthenay, et notamment dans le domaine de la confection.

Les municipalités socialistes s'efforcent de favoriser la création de sociétés coopératives ouvrières de production (SCOP). A Niort, les socialistes ont réalisé un dossier sur l'emploi qui a largement été distribué. Pour la campagne électorale, un numéro spécial du *Travail des Deux-Sèvres* (1) va constituer un document de base pour la lutte des socialistes.

Après Niort, François Mitterrand prendra la route de Rennes, où il est attendu par les Bretons qui le recevaient déjà la semaine passée à Saint-Malo, Saint-Brieuc et Lorient. Il sera accueilli par Edmond Hervé, maire socialiste de Rennes, par Michel Denis, président du comité de soutien (ancien président de l'université de Haute-Bretagne) et par Louis Chopier, premier secrétaire de la fédération d'Ille-et-Vilaine.

Le candidat du PS n'étant attendu que pour 22 heures, la chanteuse brésilienne Nazare Pereira donnera un récital à partir de 21 heures. A Rennes, François Mitterrand arrivera, là aussi, dans un département gravement atteint par le chômage, notamment dans des villes pratiquement sinistrées comme Redon et Fougères. L'Ille-et-Vilaine comptait 21 415 chômeurs au 1er janvier 1980 (13 002 pour Rennes). En novembre 1980, la situation s'était encore aggravée avec 24 183 chômeurs (dont 14 490 pour Rennes). Télématique, électronique, automobile (avec Citroën) sont parmi les domaines industriels qui connaissent des difficultés ou des menaces.

Dans le combat pour un réveil économique, la région est malheureusement ligotée. François Mitterrand, en venant à Rennes, vient offrir une possibilité d'en finir avec l'arbitraire du pouvoir central.

Ph. L.

(1) Le journal de la fédération socialiste.

Poitiers, ville en mutation

Le maire, Jacques Sautrot, expose les raisons de sa percée

FRANÇOIS MITTERRAND se rend vendredi 20 mars à Poitiers. Cette ville de 110 000 habitants, capitale de la région Poitou-Charentes, a toujours été une importante métropole universitaire. Mais elle est aussi une ville traditionnellement marquée par son fort environnement agricole qui doit, depuis dix ans, assumer un réel développement du secteur industriel. Cela ne va pas sans problèmes. Le Poitou-Charentes est une région de petites et moyennes entreprises (PME) sans secteur dominant, où les salaires sont plus bas que la moyenne et le chômage plus fort (— 3 points).

Jacques Santrot, député socialiste, qui a arraché la mairie en 1977, expose ici la nature des tâches que le PS s'attelle à résoudre.

« La municipalité a longtemps été une municipalité radicale. C'est seulement en 1971, à la suite du congrès d'Epinay, que les socialistes se sont établis réellement à Poitiers. ».

Candidat aux élections de 1973, Jacques Santrot est élu conseiller général sur un canton de Poitiers et, dès 1976, les socialistes possèdent dans la circonscription de Poitiers trois cantons sur cinq.

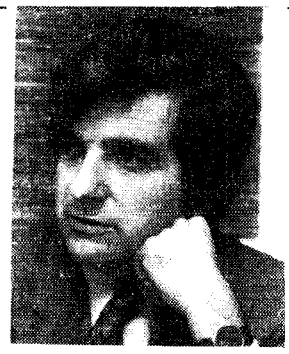
« Alors que notre fédération a longtemps été animée par des enseignants et des professeurs, à présent un grand nombre de classes sociales s'y retrouvent. Fait significatif du développement de la fédération socialiste de Poitou-Charentes, nous rencontrons dans le milieu agricole une adhésion croissante, que nos réponses à la crise favorisent. Les secteurs d'activité qui constituent le tissu industriel de la région vont subir, de plus en plus lourdement, la crise des grands secteurs d'activité au niveau national. On peut donc prévoir des licenciements, voire des dépôts de bilan. Seule une véritable politique d'aménagement du territoire, relais prioritaire d'une planification nationale, permettrait de mettre en rapport les objectifs définis sur le plan du pays et les capacités propres de notre région. »

J.-C. F.

POINTS FORTS

par Jean-Pierre CHEVENEMENT (*)

Le salaire de la vassalité



(Photo Pascal Lebrun)

LES généraux américains qui commandent en chef les forces de l'OTAN en Europe ont toujours eu le mérite de la franchise.

On se souvient du veto mis par le général Haig, quand il était en poste en 1977 à Bruxelles, à l'entrée de ministres communistes au gouvernement en France, ou en Italie.

Son successeur, l'estimable général Bernard W. Rogers, vient de déclarer : « Selon moi, les autorités françaises décideraient de réintégrer immédiatement les structures militaires de l'OTAN en cas de conflit en Europe. Je suis absolument convaincu que nous retrouverions les troupes françaises à nos côtés, là où elles doivent se trouver, et nous en serions enchantés... Enfin, je suis convaincu que les troupes françaises se battraient en dehors de leurs frontières. » *L'excellent homme a ajouté :* « Si tous les pays de l'OTAN faisaient un effort de défense semblable à celui de la France, l'OTAN se trouverait dans une position infiniment supérieure. »

Cette déclaration constitue plus qu'un satisfecit à Giscard. C'est la reconnaissance officielle par le commandant en chef de l'OTAN du fait que la politique militaire de la France n'a plus rien à voir avec les principes qui la fondaient avant l'arrivée au pouvoir de M. Giscard d'Estaing : refus du commandement militaire intégré américain ; liberté de décision quant à l'intervention de nos forces en cas de conflit ; défense privilégiée du territoire national.

Dans le même temps, le Washington Post *décerne à la France le brevet de « meilleur allié » de l'Amérique ; le* New York Times *montre Paris et Washington « joue contre joue » et n'hésite pas à écrire :* « Le gouvernement français dit non seulement du bien des Etats-Unis, mais fait un peu de prosélytisme pour eux auprès de ses voisins. »

Le Washington Star *s'extasie sur tant d'agilité :* « C'est un numéro très français », *écrit-il. Ce « très français » n'est pas flatteur pour l'amour-propre national.*

« Ce n'est pas par hasard que Giscard est imprégné de l'esprit de Yalta »

Au salaire de Moscou vient ainsi s'ajouter le treizième mois de Washington.

M. Giscard d'Estaing, pour sa réélection, a désormais reçu un double feu vert de M. Brejnev et de M. Reagan. Faut-il s'en étonner ? M. Giscard d'Estaing n'est pas par hasard imprégné de l'esprit de Yalta. S'il accepte la division du monde en deux blocs, s'il laisse volontiers les mains libres à l'URSS en Pologne et aux Etats-Unis en Amérique centrale, c'est que cette division — croit-il — assure la pérennité de son pouvoir à Paris.

Vieux réflexe : qu'est-ce que la vassalité historiquement, sinon le droit qu'un triste sire s'arroge d'opprimer des sujets contre l'allégeance faite à un suzerain ?

Il ne serait pas exact de dire que M. Giscard d'Estaing a deux suzerains. Il serait excessif de parler de « double allégeance » ou de « double alignement » comme je l'ai lu ici ou là. La vérité est que les deux suzerains sont d'accord sur les limites de leur empire respectif et que M. Giscard d'Estaing non seulement ne trouve rien à y redire, mais en rajoute volontiers en insistant, par exemple, sur le fait que « la Pologne est dans le bloc soviétique », comme si ce fait d'y être devait l'inciter à y rester, ce qui n'est quand même pas le rôle du président de la République française.

Il est vrai que Giscard sait où il est : dans le camp américain, et qu'il entend bien y rester.

* *Secrétaire national du PS.*

• Voir, page 8, l'article de Patrick Bernier.

Après les violentes réactions du président-candidat

Le PS lance un appel solennel aux citoyens

Le parti socialiste estime que Giscard et ses proches ont mis en cause «le déroulement démocratique de la campagne»

LES protestations « indignées » des proches du candidat Giscard d'Estaing et du président lui-même contre les propos de François Mitterrand à Antenne 2 lundi soir 16 mars constituent une opération soigneusement montée : « *Le candidat sortant et ses partisans ont senti le danger, et ils ont réagi avec une exceptionnelle violence* », devait déclarer mercredi soir le Parti socialiste.

La motivation essentielle qui a conduit Giscard à cette riposte est claire : inquiet de l'impact qu'a eu dans le pays la prestation télévisée du candidat socialiste, il a tenté de faire diversion. Et il avait en effet de quoi être inquiet en constatant par exemple que, même dans les médias soumis à son contrôle, certains éditorialistes avaient été conduits, à côté des critiques rituelles, à évoquer le « *crédibilité* », le « *brillant* », la « *sérénité* » dont François Mitterrand avait fait preuve face à des millions de Français.

La démocratie en cause

Valéry Giscard d'Estaing a donc décidé de brouiller cette image positive en lui opposant une diversion aussi rapide et tapageuse que possible. Et, comme le souligne le bureau exécutif du PS : « *Il n'hésite pas à attaquer et à dénigrer les autres candidats. Mais, quand sa politique est en cause, il se replie derrière ses fonctions de président.* »

Non content d'organiser lui-même le calendrier de la campagne et de disposer comme il l'entend de l'appareil d'Etat, « *la mobilisation des principaux moyens d'information modernes, et particulièrement de la télévision, à son service a pris en la circonstance des proportions telles que le déroulement de la campagne électorale s'en trouve faussé* », dénonce le PS.

Certes, on comprend que le président sortant veuille escamoter les problèmes de politique intérieure (chômage, hausse des prix) et préfère porter le débat sur la France et les Français qui auraient été « *honteusement agressés* » à travers leur président. Mais pas au prix du déroulement démocratique de la campagne. C'est pourquoi « *le PS en appelle solennellement à tous les citoyens pour qu'un coup d'arrêt soit donné à cette mise en cause des règles élémentaires de la démocratie* ».

Ghislaine TOUTAIN

AFFAIRE BOKASSA (suite)

Le diamant est éternel

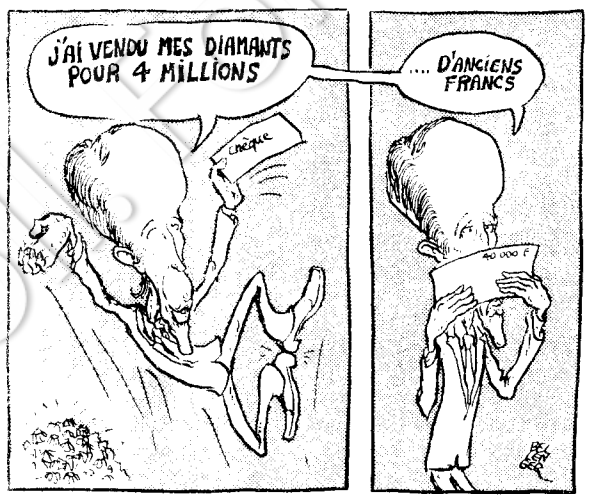
Un petit mois avant d'être candidat, Giscard a versé 40 000 francs au président Dacko, dix ans après les premiers cadeaux estimés à 100 millions de francs

« *Il y a à Bangui deux magasins. L'un produit des objets en ivoire — je ne sais pas si vous connaissez Bangui — et l'autre c'est une taillerie. Et le chef de l'Etat africain donnait à ses hôtes le produit de ces deux magasins... J'aurai répondu à tout moment. Il n'y a aucun mystère dans tout ça... Le produit a été versé pour l'essentiel à la Croix-Rouge centrafricaine et le surplus a été versé à trois que j'avais eu l'occasion de connaître : une maternité, une pouponnière et une mission.* »

Voilà, comment selon ses promesses, avec ce ton familier qui n'appartient qu'à lui, Valéry Giscard d'Estaing a « *rendu coup pour coup* » et s'est expliqué sur les diamants de Bokassa. L'affaire est officiellement close. Les cinq journalistes de TF1 devant qui s'exprimait Giscard le 10 mars dernier en sont en tout cas convaincus. Ils ne poseront aucune question supplémentaire.

« Catégorique et méprisant »

Des éclaircissements sont pourtant nécessaires. Les « *choses basses* » ne meurent pas « *de leur propre poison* » quand leur explication relève du simple exercice de la démocratie. Le 10 octobre 1979, *le Canard enchaîné* publie le fac-similé d'une commande de Bokassa pour une plaquette de diamants estimée à 30 carats (100 millions) destinée au ministre des Finances Valéry Giscard d'Estaing. Silence de l'Elysée, puis communiqué méprisant : « *Je ne crois pas qu'il soit très digne pour la fonction présidentielle d'avoir à se justifier ou à donner des répliques sur des informations qui relèvent davantage de la diffamation ou d'une campagne orchestrée.* »



Devant l'ampleur prise par l'affaire dans la presse nationale et internationale, l'Elysée rectifie le tir en évoquant les « *échanges de cadeaux de caractère traditionnel lors des visites de membres de gouvernement dans les Etats étrangers* ».

Silence de nouveau, malgré les innombrables questions de la presse et de personnalités politiques, jusqu'au 27 novembre. Giscard d'Estaing précise à Antenne 2 : « *Avant que mon mandat s'achève, tous les cadeaux que j'aurai reçus seront distribués à des œuvres de bienfaisance ou à des musées... Quant à la valeur de ce que j'aurai reçu, j'oppose un démenti catégorique et j'ajoute méprisant.* »

Quand, comment, combien ?

Le 5 décembre dernier, *le Canard enchaîné* révèle de nouveaux dons de plaquettes à Valéry Giscard d'Estaing après son élection à la présidence de la République. L'Elysée parle de faux. Puis black-out total jusqu'au 10 mars dernier. Toutes les demandes officielles de journaux comme *le Matin* ou *le Monde* pour questionner le président resteront sans réponse.

Entre-temps, Delpey, le confident de Bokassa, est tout de même écroué sans jugement pendant sept mois. Les documents qu'il détenait ont été saisis comme ont été saisis par les paras français les archives du palais de Berengo...

Dans son édition du 18 mars 1980, *le Canard enchaîné* poursuit son enquête et demande à la présidente de la Croix-Rouge centrafricaine si elle a bien reçu un versement de l'Elysée. La réponse est catégorique : Non. Monseigneur Ndayen, archevêque de Bangui, interrogé lui aussi, répond que sa mission n'a pas reçu « *la plus modeste enveloppe* ». Tandis que le Centre de la mère et de l'enfant, seule pouponnière de Bangui, dit n'avoir reçu aucun don.

L'Elysée communique alors qu'il a fait « *un* » versement le 4 février..., un petit mois avant l'annonce de la candidature giscardienne. Et dix ans après les premiers cadeaux ! *Le Monde* poursuit lui aussi son enquête et révèle dans son édition de jeudi que le président Dacko, mis à la tête du Centrafrique par Giscard lui-même, a bien reçu un chèque de 40 000 francs et qu'il compte remettre ce chèque à la Croix-Rouge.

Les choses en sont là. Les derniers rebondissements prouvent s'il en était besoin que les contradictions du candidat sortant et les zones d'ombre sont trop nombreuses pour que l'opinion publique puisse se contenter des dernières jongleries de l'Elysée. Quand ? Comment ? Combien ?

Jérôme BOUVIER

De gauche... ...à droite

Giscard : le double jeu

Pierre Mauroy proteste contre l'« *occupation artificielle* » du terrain politique par Valéry Giscard d'Estaing. Le porte-parole de François Mitterrand affirme que la stratégie du président sortant est évidente : « *Présenter aux Français l'image d'un septennat en rose, concentrer l'attaque sur le candidat socialiste. En outre, il est clair que Valéry Giscard d'Estaing veut faire de la télévision l'outil essentiel de sa campagne.* »

Georges Sarre, membre du comité directeur du PS, estime quant à lui que, dès que la réalité et les faits sont mis en lumière, la panique s'empare du camp giscardien. « *Giscard, vous n'êtes pas la France !* » a-t-il ajouté.

Michel Debré choqué

Michel Debré s'affirme choqué devant le tour que prend la compétition présidentielle. En présentant ses propositions à la presse, le candidat à la présidence de la République a fait observer que, « *tantôt, on essaie de nous faire oublier l'agonisante situation de notre économie* » et que, « *tantôt, on s'en sert pour rivaliser d'informations chimériques ou de promesses démagogiques* ».

Charles Tillon soutient François Mitterrand

Charles Tillon, ancien membre du bureau politique du PCF, dont il a été exclu en 1970, a appelé mercredi à voter pour François Miterrand. Il a rejoint le comité de soutien du candidat socialiste d'Ille-et-Vilaine, dont il est devenu l'un des animateurs. Car il estime que « *seul, aujourd'hui, François Mitterrand propose quelque chose de constructif, capable de redonner l'espérance à la France* ».

Ni juge ni partie

Marie-France Garaud a refusé mercredi, à Strasbourg, de prendre parti dans la polémique suscitée par les déclarations de François Mitterrand, lundi soir, à « Cartes sur table » : « *Je n'ai pas à commenter les propos des uns et des autres. Analyser les situations me semble plus important que de se livrer au jeu des petites phrases dans un sens ou dans un autre.* » Elle a ajouté : « *Ce n'est pas à moi de décider si les propos de François Mitterrand ont été indignes ou non : c'est au président de la République de dire ce qu'il en pense et c'est aux Français d'apprécier les réactions des uns et des autres. Je ne suis pas juge dans cette affaire. Au nom de quoi ? Au nom de qui ?* »

Michel d'Ornano est bon prince

Michel d'Ornano estime qu'il n'est pas étonnant que les maires UDF apportent leur aide aux écologistes de Brice Lalonde pour l'obtention des 500 signatures de parrainage de sa candidature à l'élection présidentielle. Car il estime que ces initiatives individuelles sont normales « *si l'on considère ce qui s'est fait en France depuis sept ans en matière de protection de la nature* ». Michel d'Ornano est bon prince et non dénué d'humour... et de générosité. Donner, à celui qui s'est opposé avec le plus de force au programme du « tout nucléaire » du gouvernement français, des voix pour qu'il puisse continuer à dénoncer l'œuvre de ses parrains, voilà qui est édifiant ! Inquiétude, quand tu nous tiens...

Spécial P.S.

Réunion publiques

• **Samedi 21 mars.** Jean Poperen, à Munich. Annette Chepy, à Bouffémont. Marcel Debarge, dans les Landes. Anne Tregoüet, dans la Manche pour une journée Entreprise. Claude Germon, à l'assemblée générale de la sidérurgie à Paris, à la réunion du GSE Construction navale de Toulon.

• **Dimanche 22 mars.** Lionel Jospin et Pierre Mauroy à la fête de la Rose, à Wattreloo (Nord). Véronique Neiertz, à la journée nationales des secrétaires fédérales « *Lutte des femmes* ».

Débats et colloques

• **Samedi 21 mars.** Conférence-débat sur les énergie nouvelles avec Haroun Tazieff, à Villiers-le-Bel (95), salle Marcel Pagnol. Michel Pezet, secrétaire national à l'environnement et à l'urbanisme, participera à une journée de réflexion organisée par la municipalité et la section socialiste de Bruay-en-Artois sur le thème : « *Vivre, travailler, décider au pays, comment ?* » (matinée : réunion de travail du Parti ; après-midi : synthèse et débat public).

• **Samedi 21 mars et dimanche 22 mars.** Socialisme et cadre de vie organise son 7e colloque, sur le thème : « architecture et libertés ».

35 heures, oui... mais comment?

Un entretien avec Jacques Delors

Travailler plus collectivement pour travailler moins individuellement, tel est le credo de Jacques Delors. Après avoir évoqué les conditions de la relance (voir *Combat socialiste* du 19 mars), Jacques Delors explique ici la démarche à suivre pour que les trente-cinq heures créent véritablement des emplois.

— Et les trente-cinq heures ? On n'a pas l'impression que cette idée a fait beaucoup de chemin...

— La démarche du Parti socialiste est réaliste. Elle tient compte à la fois des aspirations des travailleurs et des données spécifiques à chaque branche et à chaque entreprise. C'est pourquoi il propose de laisser aux partenaires sociaux le soin de négocier d'abord un accord cadre au niveau national, ensuite d'en arrêter les modalités à l'échelon de la branche, puis de l'entreprise.

Il s'agit, d'une part, de mettre en œuvre une solidarité concrète par le partage du travail entre ceux qui en ont et les autres ; d'autre part, de travailler plus collectivement même si l'on travaille moins individuellement. On écarte ainsi tous les procès d'intention sur le prétendu malthusianisme d'une telle mesure.

La France répondra d'autant mieux au défi des années 1980 qu'elle procurera du travail à ceux dont l'inactivité prive la nation de 100 milliards de production supplémentaire.

— Comment concilierez-vous, pour parvenir aux trente-cinq heures, des exigences *a priori* contradictoires ?

— Certes, il faudra beaucoup d'imagination et autant de volonté pour réussir l'opération et créer des emplois.

Trois problèmes seront à résoudre simultanément :

• Une amélioration de la productivité grâce à une autre organisation du travail Or, l'expérience montre que la réduction du temps de travail s'accompagne d'une augmentation de la productivité par tête.

• Une certaine répartition de la productivité. Elle devra se faire entre le financement de la réduction du travail (c'est-à-dire la création de nouveaux emplois), un accroissement raisonnable mais différencié des salaires en fonction de la croissance économique et des performances des entreprises, sans oublier les investissements. D'où l'objectif d'une croissance économique d'au moins 3 %.

• La création d'emplois pour maintenir, voire augmenter, la production. Elle résultera d'une programmation au niveau des branches et des entreprises, qui permettra de former en temps utile les demandeurs d'emploi aux postes ainsi libérés.

Tout cela implique une réduction sensible, bien que graduelle, du temps de travail.

— Et que faites-vous du contexte international ? Et des pays de la Communauté ? La France peut-elle risquer le premier pas ?

— François Mitterrand a bien souligné qu'il proposerait une harmonisation, au niveau de la Communauté européenne, qui tienne compte également de la concurrence venue d'ailleurs.

Concurrence sur laquelle il y aurait beaucoup de choses à dire lorsqu'elle s'appuie sur la tricherie (économie noire par les sous-traitants, manipulation des taux de change, prix de dumping, etc.).

C'est pourquoi les socialistes ont toujours regretté l'absence d'une politique commerciale commune de l'Europe. J'ajoute, en tant que président de la commission économique et monétaire du Parlement européen, que celle-ci, dont la majorité n'est pourtant pas à gauche, a voté un avis globalement favorable au partage du travail.

La France peut démarrer la première sans inconvénient. En effet, les coûts salariaux de notre industrie sont — toutes les statistiques le disent — inférieurs de 25 à 30 % à ceux pratiqués en Belgique, en Allemagne (notre principal partenaire commercial), en Suède, aux Pays-Bas... Et de 5 à 10 %, selon le cours du dollar, à ceux pratiqués aux Etats-Unis.

— On accuse encore le projet socialiste de résorber à bon compte le chômage en créant des emplois « artificiels » dans le service public. Que répondez-vous à cela ?

— François Mitterrand a fait justice de cette accusation en parlant des besoins concrets qui existent en matière de services publics : infirmières dans les hôpitaux, enseignants dans les classes surchargées, ou postiers dans les guichets, que l'on ferme dans les campagnes.

J'ajoute que, sur la base d'un salaire moyen de 4 000 francs et compte tenu d'un taux de 50 % de charges sociales, la création des 150 000 emplois annoncés coûterait 9 milliards de francs. Sur ces 9 milliards, 3 milliards reviendraient dans les caisses de la Sécurité sociale.

Ces 9 milliards, comme les 3 milliards consacrés aux 60 000 emplois d'utilité collective, seront en quelque sorte transférés des fonds du chômage pour financer ces activités.

N'est-il pas préférable de rémunérer des personnes à des tâches utiles que de les condamner à l'inactivité ?

Propos recueillis par Catherine MAUSSION

• Demain : Utilité collective et PME.

L'or stabilisé à 500 dollars?

Les milieux financiers internationaux ne croient pas au plan Reagan

Après être descendu jusqu'à 460 dollars il y a quinze jours, l'once d'or est remontée aux alentours de 500 dollars sur le marché international. Si tant est que l'on puisse faire des prévisions dans ce domaine, on peut se risquer à dire que le cours du métal jaune devrait rester à ce niveau pendant les prochaines semaines. Voilà en effet comment l'on raisonne actuellement dans les milieux financiers internationaux.

D'abord, à tort ou à raison, on mise sur le maintien pendant quelque temps du *statu quo* actuel en matière politique et stratégique, aussi bien en Pologne qu'en Afghanistan ou dans le conflit qui oppose l'Irak à l'Iran, qui tend à s'enliser. Bien évidemment, si l'un de ces « points » sensibles redevenait brûlant ou si une nouvelle guerre éclatait n'importe où ailleurs, l'or recommencerait à flamber.

Ensuite, on ne s'attend pas à un retour en force des spéculateurs sur le marché du métal jaune. Les taux d'intérêt, à New York notamment, sont encore trop élevés pour rendre vraiment attrayantes les opérations d'achat et de revente du métal précieux, leur financement restant trop coûteux par rapport aux bénéfices aléatoires qu'elles peuvent rapporter. Sans doute a-t-on observé ces derniers jours une certaine détente sur les taux d'intérêt. Mais, dans les milieux de la haute finance, on ne croit pas du tout à une baisse durable du loyer de l'argent. Bien au contraire, on s'attend que les taux d'intérêt recommencent à grimper ; ils pourraient même atteindre 25 % avant la fin de cette année, nous a dit l'un des principaux acteurs sur la scène financière internationale. Pourquoi ? Parce que, estime-t-il, la fameuse nouvelle politique économique et financière du président Reagan est vouée à l'échec, au moins en ce qui concerne la lutte contre l'inflation, et que par conséquent il faut s'attendre à de nouvelles tensions sur les marchés monétaires. Dans ces conditions, on comprend en effet que la spéculation ne se reporte pas sur l'or.

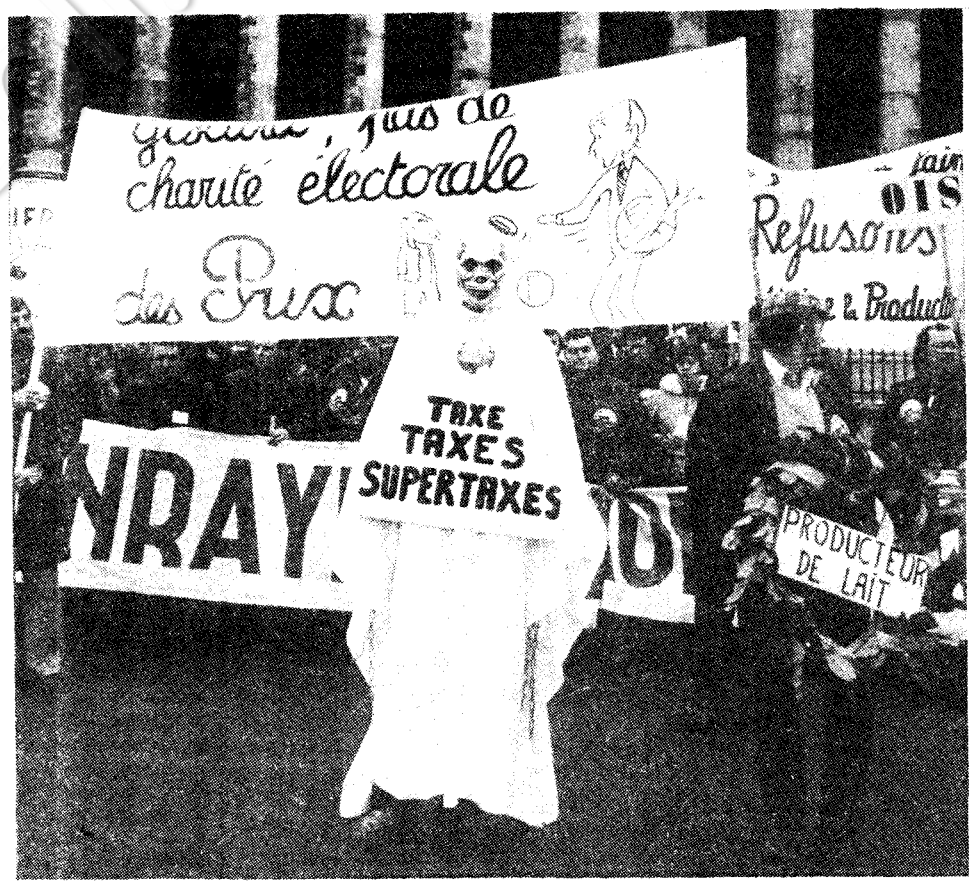
Si le métal jaune ne devrait pas monter beaucoup au-dessus de 500 dollars l'once, il ne devrait pas non plus descendre beaucoup au-dessous. D'abord, parce que, comme on l'a vu ces dernières semaines, certaines banques centrales ont profité du fléchissement des cours pour se porter acheteuses sur le marché. Ensuite, parce que les pays vendeurs, principalement l'Union soviétique et l'Afrique du Sud, directement intéressés au maintien du cours de l'or, ont sans doute raréfié leurs offres. Il est même probable que ces deux pays se soient concertés quant à leur politique de vente. Bref, tout se passe comme si sur le marché international il y avait actuellement une sorte de prix directeur, et que ce prix était de 500 dollarss l'once, avec des variations tolérées de plus ou moins 5 %. Mais, encore une fois, cette stabilisation du marché est vue dans le court terme, et peut voler en éclats au moindre « accident ». Elle est néanmoins significative de ce que pense, en profondeur, la haute finance du plan Reagan.

Philippe SIMONNOT.

Les producteurs de lait manifestent

UN millier de producteurs de lait de la région parisienne ont manifesté, mercredi 18 mars, dans les rues de paris pour protester contre les propositions de relèvement des prix du lait présentées par la Commission européenne et jugées insuffisantes, et contre la mise en place d'une super taxe de « corresponsabilité » servant à la recherche de nouveaux débouchés à l'extérieur de la Communauté. Dans le même temps, la Fédération nationale des producteurs de lait (FNPL), qui tenait, les 17 et 18 mars, son assemblée générale à Paris, a réaffirmé son opposition à cette nouvelle taxe, qui viendrait diminuer encore davantage des producteurs de lait. Ces derniers, dont l'essentiel de la production passe maintenant par le canal de la transformation industrielle, veulent renouer un dialogue avec les consommateurs. Marcel Deneux, président de la FNPL, a par ailleurs vivement critiqué certaines entreprises.

Eugène FELENC



Grève à la poste des Ulis

LA quasi-totalité des postiers des Ulis (Essonne) sont en grève depuis lundi 16 mars. Ce bureau de poste avait été ouvert au public le 2 mars. Ancienne ZUP, transformée en commune en février 1977, les Ulis, qui compte aujourd'hui 25 000 habitants abritait son bureau de poste dans un bâtiment préfabriqué.

Quand le bureau a été ouvert, il y a deux semaines, le personnel, au nombre de 53 personnes, espérait que les effectifs seraient étoffés. Il n'en a rien été. Selon l'intersyndicale CFDT-CGT-FO, qui mène le mouvement, il manque 12 agents dont 2 facteurs. Pendant les deux premières semaines, le courrier était distribué avec quarante-huit heures de retard et les files d'attentes s'allongeaient dès le matin.

La fédération socialiste de l'Essonne soutient le mouvement des postiers. « J'ai pris contact, *indique Paul Loridant, maire PS des Ulis, premier secrétaire fédéral,* avec le directeur départemental des PTT, qui dit que le bureau de poste n'a pas besoin d'effectifs supplémentaires.

G. F.

Points de fusion pour

Après la sidérurgie lourde en 1979, les aciers spéciaux

Après deux ans de négociations serrées, le premier volet de la restructuration de la sidérurgie fine (aciers inoxydables, aciers spéciaux, etc.) est bouclé. L'accord entre Usinor et Creusot-Loire a été conclu jeudi 19 mars.

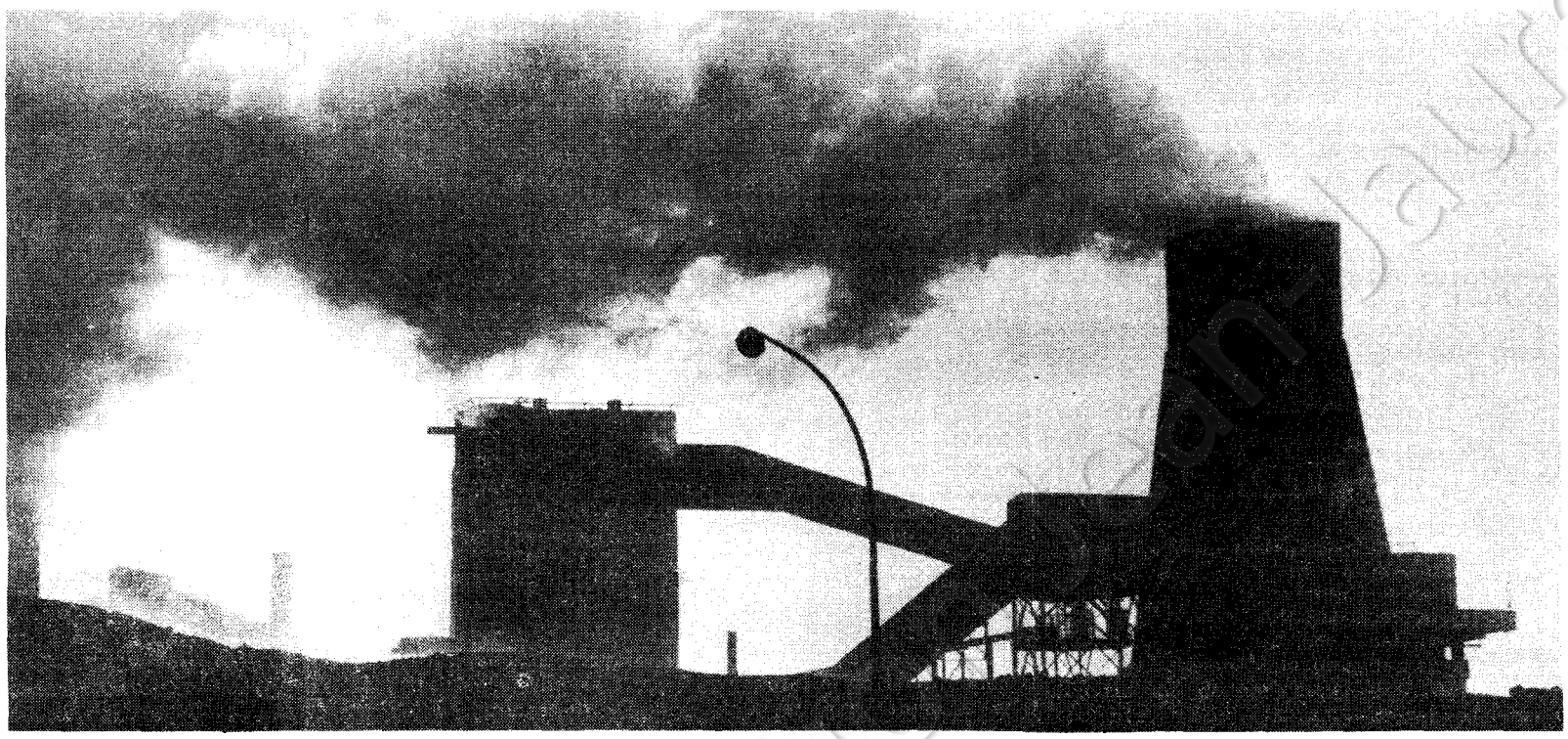
Il aboutit à la constitution d'un vaste complexe sidérurgique dans le Nord. L'investissement nécessaire est estimé à 800 millions de francs sur cinq ans, et les pouvoirs publics pourraient y contribuer à hauteur de 400 millions environ sous forme de prêts participatifs.

La restructuration des aciers fins et spéciaux doit aboutir à la constitution de deux pôles autour d'Usinor et de Sacilor, intégrant la sidérurgie fine aux aciers ordinaires.

Si le rapprochement entre Usinor et Creusot-Loire est réalisé, celui prévu entre Sacilor et Ugine-Aciers, filiale de Pechiney-Ugine-Kuhlmann, a plus de difficultés à se concrétiser. Les deux sociétés butent en effet sur l'usine de Fos-sur-Mer, sous-utilisée depuis sa création.

Quelle que soit l'issue des négociations en cours, de grandes incertitudes pèsent sur les conséquences sociales de cette restructuration de la sidérurgie fine française. Vingt-cinq mille salariés dans vingt-huit usines sont concernés.

A plusieurs reprises, les syndicats ont exprimé leur inquiétude pour l'emploi. Un réexamen de la convention sociale dans la sidérurgie — qui expire le 30 juin — et son extension à la sidérurgie fine pourraient être envisagés.



Porter la capacité de production de 28 à 31 millions de tonnes. (Photo M. Rudman)

JUILLET 1979, le couperet tombe. Plus de 20 000 suppressions d'emplois sont annoncées dans la sidérurgie française. Motif : la restructuration des deux grands groupes Usinor et Sacilor. Mais de restructuration en restructuration, le bilan social finit par être bien lourd. Sur la période 1977-1980, ce sont 48 000 emplois qui ont été supprimés ; dont 28 000 rien qu'en Lorraine. « *Et on s'attend à de nouvelles compressions des effectifs* », déclare aujourd'hui Jean Laurain, député socialiste de la Moselle. « *Je crains qu'il n'y ait plus de sidérurgie en Lorraine en l'an 2000. Si elle s'est installée ici, c'est parce qu'il y avait du fer. Quand toutes les mines auront fermé — et la moitié le sont déjà —, il y aura tous les éléments pour fermer la sidérurgie lorraine et se replier sur la sidérurgie de mer.* »

Parallèlement à la convention sociale, Jacques Mayoux et Claude Etchegaray, les patrons de Sacilor et d'Usinor, ont mis sur pied un plan industriel qui consisterait à fermer les installations vétustes pour ne garder que celles qui sont « rentables ». Des hauts-fourneaux sont arrêtés à Denain et à Longwy. Pour contrebalancer les fermetures d'installations et donc les pertes d'emplois, promesse est faite de recréer un tissu industriel dans les régions particulièrement touchées. Or, aujourd'hui en Lorraine, sur les 12 000 emplois promis, 6 000 seulement ont été créés.

Dernier point de la restructuration, l'aspect financier. L'Etat, bon prince, décide, en 1979, de prendre en charge les dettes énormes de la sidérurgie, mais laisse entendre que le contrôle public s'estompera avec le retour à la rentabilité, vers 1981.

Mais la rentabilité, personne ne la voit venir. Alors qu'à la fin du premier semestre 1980 les résultats des deux sociétés avaient été bons — chez Usinor, les résultats net, après amortissement et charges financières étaient enfin redevenus bénéficiaires —, le second semestre se montre particulièrement catastrophique. On s'attend à une perte de 500 millions de francs pour Usinor et de 1 milliard pour Sacilor. Au total, sur les trois dernières années, les pertes de la sidérurgie française devraient s'élever à 7 milliards de francs. De nouveau, le « financier » Mayoux et le « technicien » Etchegaray doivent se tourner vers l'Etat pour obtenir les crédits qui leur permettront de continuer la modernisation de leurs entreprises.

Certes, quelques résultats positifs viennent éclaircir ce sombre tableau : en quelques années, la productivité est passée de 1 tonne en onze heures à 1 tonne en sept heures, rejoignant pratiquement le niveau de l'Allemagne de l'Ouest. La production d'acier en coulée continue a, elle aussi, progressé. Aujourd'hui, près de 40 % de l'acier est produit de cette façon.

Reste que ces efforts de modernisation sont largement insuffisants. Il est vrai que la France a un lourd passif. Longtemps, la sidérurgie est restée une mono-industrie lourde. Les maîtres de forges, assis sur leurs traditions et sur leurs intérêts immédiats n'ont pas su diversifier à temps leur production. Concentrations tardives, manque de coordination dans les investissements, manque d'intégration à l'aval... telles furent les grandes lignes de leur politique industrielle. Il ne manquait plus que la crise de l'énergie et des matières premières en 1973-1974 pour que le château de cartes s'effondre. Et ce n'est pa par « manque de chance ». La faillite était inscrite dans les structures financières, industrielles et commerciales de la sidérurgie.

Une modernisation insuffisante

Face à la situation aussi catastrophique, « *c'est une politique industrielle audacieuse qu'il aurait fallu mettre en place* », estime le PS, qui voyait dans l'opération de restructuration mise en place par le gouvernement une simple tentative de rétablissement financier des deux groupes.

Alors que le plan de restructuration fixe la limitation de la capacité de production d'acier à 28 millions de tonnes, le PS demande qu'elle soit portée à 31 millions de tonnes.

Les socialistes estiment en effet que les pronostics pessimistes du gouvernement ne sont que les reflets et le résultat d'une politique d'austérité. Et que l'on peut mettre en œuvre une autre politique qui permettrait de développer la consommation d'acier : accroissement du pouvoir d'achat, développement du bâtiment et des travaux publics, développement des industries de biens d'équipements.

Internationaliser toute la sidérurgie

C'est donc en vue de mettre sur pied une véritable politique de modernisation et de diversification de la sidérurgie que le groupe socialiste a déposé en décembre 1980 à l'Assemblée nationale une proposition de loi portant création de Sidérurgie de France (cf. encadré), qui réalise en fait la nationalisation de la sidérurgie française.

Sidérurgie de France devrait permettre à la sidérurgie nationale de maintenir, voire même d'améliorer, sa production d'acier (actuellement à 23 millions de tonnes), de moderniser ses installations, de réaliser des économies dans le cadre de la production d'acier, et surtout d'améliorer l'utilisation de l'acier. Elle sera aussi l'instrument d'une politique sociale visant à améliorer les conditions de travail et à créer de nouveaux emplois : par l'instauration de la cinquième équipe, de la semaine de trente-cinq heures.

En ce qui concerne les aciers spéciaux, la question n'est pas encore tranchée. Les groupes socialistes d'entreprise prendront une position fin mars. Pour l'instant, deux schémas s'opposent.

Premier schéma : Creusot-Loire apporterait à Usinor ses produits longs ; Sacilor pourrait reprendre les usines d'Ugines et de l'Ardoise, de PUK. C'est d'ailleurs le schéma qui a retenu l'attention d'Usinor et de ; Sacilor. Et les opérations sont bien avancées entre Usinor et Creusot-Loire. La prise de participation de 35 % de Paribas dans le capital d'Empain-Schneider, annoncée fin février, pourrait accélérer le processus, Creusot-Loire étant une filiale de Empain-Schneider, et Pari-

Sidérurgie de France

La proposition de loi du PS

Sidérurgie de France est un établissement public à caractère industriel et commercial. Il regroupe l'ensemble des participations publiques directes (prêts de l'Etat) et indirectes (prêts des banques nationalisées) dans les principales industries sidérurgiques, et ceci à titre définitif et irréversible. C'est un holding d'Etat dont les entreprises sidérurgiques sont les filiales.

Sidérurgie de France a pour mission de réaliser les objectifs fixés par le plan dans le cadre d'un contrat de plan élaboré et négocié avec les pouvoirs publics.

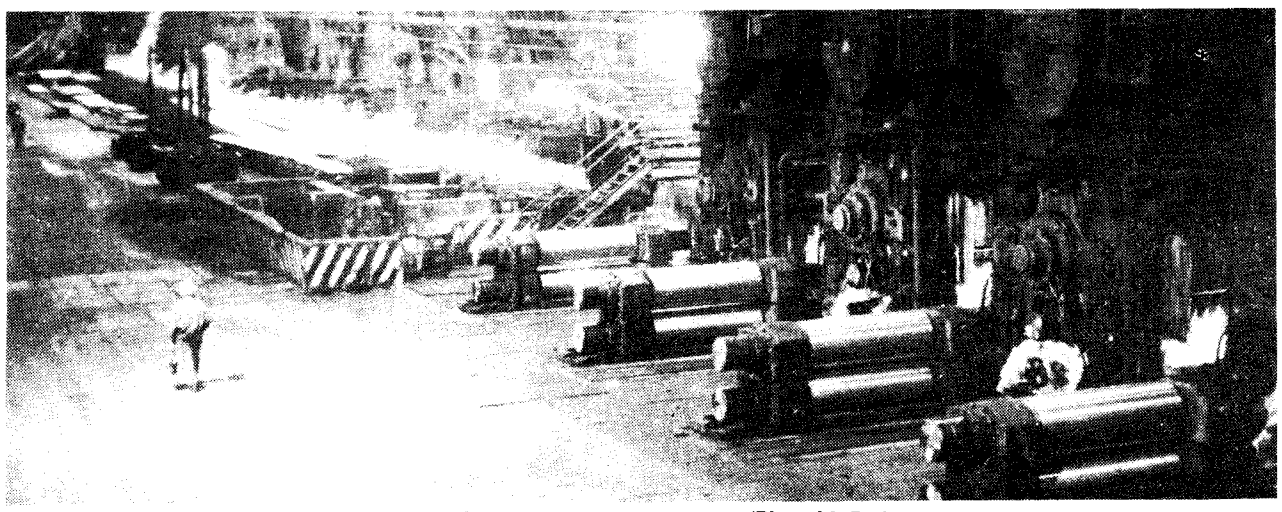
Sa fonction est essentiellement de coordonner et d'impulser les politiques sociales, d'investissements, d'orientation commerciale; d'échanges internationaux et de recherche des entreprises sidérurgiques. L'Institut de recherche de la sidérurgie, l'IRSID, est rattaché à Sidérurgie de France pour des raisons de cohérence et d'efficacité. Création d'une agence nationale de l'acier rattachée à Sidérurgie de France, qui assure la recherche commerciale (utilisation et promotion de l'acier). Sidérurgie de France sera par ailleurs chargée de la gestion des mines de fer.

Le conseil d'administration de Sidérurgie de France aura une composition tripartite: un tiers de représentants de l'Etat, un tiers de représentants des travailleurs, un tiers des représentants des organismes économiques et sociaux et des conseils régionaux concernés.

Au sein de l'établissement, chaque entreprise sidérurgique conserve son autonomie de gestion.

la sidérurgie

se restructurent



48 000 emplois supprimés en trois ans. (Photo M. Rudman)

bas ayant des liens étroits avec Usinor.

Deuxième schéma : création d'un groupe aciers spéciaux, et maintien de l'activité intégrée de Creusot-Loire. De toute façon, quelle que soit la solution choisie, les aciers spéciaux seront rattachés à Sidérurgie de France.

Les limites du plan Davignon

Autre point chaud de la sidérurgie, le plan Davignon. Ce plan a été mis en place, à la demande de la France notamment, pour préserver la sidérurgie européenne des importations et pour relever les prix intérieurs. Il a en fait abouti à limiter les capacités de production des pays membres et à limiter des productions d'acier. Le recours à l'article 58 du traité de la CECA décrétant l'état de crise manifeste a permis de fixer des quotas de production dans les pays membres de la CEE. Sur la période allant du 1er octobre au 31 décembre, la réduction de la production, par rapport au quatrième trimestre 1979, avait été de 16 % pour les coils (bobines) et les feuillards, de 12 % pour les tôles fortes, de 14 % pour les profilés lourds et de 12 % pour les profilés légers. Pour le premier trimestre 1981, la réduction avait été fixée respectivement à 20 %, 13 %, 15 % et 16 %. Pour le deuxième trimestre, les quotas ont été fixés à 25 %, 18 %, 20 % et 21 %.

Les dispositions de l'article 58 doivent prendre fin le 30 juin. Les pays membres de la CEE devront, d'ici là, trouver une solution. Etienne Davignon, commissaire européen à l'industrie, pense que les sidérurgistes européens se tourneront alors vers un système de restrictions volontaires. Pour lui, une seule solution au rétablissement de la sidérurgie européenne : il faut éliminer de façon tolérable les capacités de production excédentaire tout en améliorant la qualité de la sidérurgie européenne. Position que le Parti socialiste est loin de partager. « *C'est un plan malthusien qui voit le problème sous l'angle de la défensive et non pas sous l'angle de l'offensive commerciale* », déplore Jean Laurain.

Mais si le Parti socialiste est anti-Davignon, il n'est pas pour autant anti-européen. Sa position a toujours été claire. Le 21 février 1979, François Mitterrand déclarait à Denain : « *Une organisation du marché au niveau européen est indispensable, notamment en matière de prix, pour faire face aux menées agressives d'un certain nombre de pays non-membres et aux dispositions protectionnistes adoptées aux Etats-Unis. Mais il rejette tout dispositif d'organisation de la production qui se traduirait par une régression de la part de la France dans la Communauté, nos échanges étant actuellement déficitaires.* » C'est pour lutter contre ce déficit que le Parti socialiste refuse un plan Davignon qui fige les sidérurgies dans la position qu'elles occupaient au moment de l'application du plan, empêchant ainsi tout rééquilibrage. En fait, explique Jean Laurain, « *les socialistes réclament un plan plus ambitieux et plus offensif qui permettrait de redonner une vitalité à la sidérurgie face à la concurrence internationale et au protectionnisme américain et qui protégerait l'emploi dans les régions concernées* ».

En attendant, les mesures mises en place par Etienne Davignon craquent de toute part. Si dans un premier temps les résultats enregistrés avaient été bons, les prix se sont de nouveau effondrés. Les Etats se sont mis à multiplier les aides à leur sidérurgie en difficulté. Excédés, les sidérurgistes allemands ont demandé au gouvernement fédéral de prendre des mesures pour limiter les importations d'acier en provenance des pays de la Communauté qui accordent des aides très importantes à leur sidérurgie. Les pays les plus menacés : l'Italie et la Belgique. Ces mesures pourraient avoir des conséquences importantes pour l'avenir de la Communauté européenne du charbon et de l'acier puisqu'elles iraient à l'encontre même du principe de la CECA qui est la libre circulation des marchandises dans les pays membres.

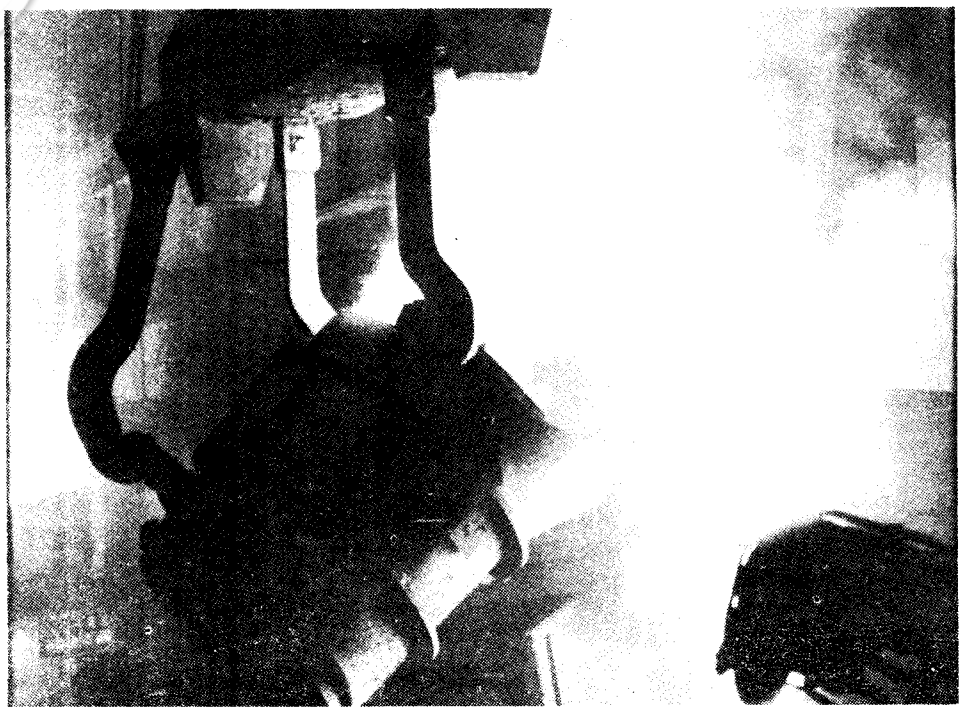
Catherine LEROY

Suppressions d'emplois dans les mines de fer de Lorraine

UNE manifestation se déroulera vendredi à Thionville, la « métropole du fer », organisée par la CGT et la CFDT pour protester contre le « démantèlement des mines de fer du bassin lorrain » et les 900 nouvelles suppressions d'emplois prévues pour 1981.

Selon la CGT, la presque totalité des 4 000 mineurs de fer employés dans les 22 puits encore en activité observent une grève depuis mardi. Cette action, lancée par la CGT et la CFDT, a pour but de « s'engager contre la liquidation du bassin lorrain, qui en 1962 employait dans 62 puits 23 000 mineurs, contre 4 000 aujourd'hui ».

Les syndicats réclament l'ouverture immédiate de négociations avec les pouvoirs publics et le patronat pour empêcher ces suppressions d'emplois.



Libertés mutualistes

Vendredi 20 mars, François Mitterrand tient à Niort (Deux-Sèvres) un grand meeting public. Parmi les sujets que le candidat à l'élection présidentielle entend aborder : les mutuelles, leurs problèmes et leur avenir. C'est parce que l'économie sociale touche une majorité de Français que nous avons demandé à Jean-Pierre Davant, délégué national du Parti socialiste à l'économie sociale, de répondre aux questions de *Combat socialiste*.

— *La notion d'économie sociale est mal perçue par les Français. Selon vous, comment peut-on définir ce secteur ?*

— Effectivement, la notion d'économie sociale est difficilement appréhendée alors que la quasi-totalité des Français est concernée. L'économie sociale recouvre le mouvement mutualiste, la mutualité sociale agricole, le secteur bancaire et d'assurance coopératif et mutualiste... Définir l'économie sociale en quelques mots n'est donc pas chose aisée si l'on tient compte de la diversité des activités et de la forme d'intervention spécifique à chaque grand secteur. On peut quand même dégager trois grands axes communs :

- La finalité des entreprises de l'économie sociale est le service de l'homme et non la recherche du profit ;
- Ces entreprises sont constituées de sociétaires solidaires et égaux en devoirs et en droits ;
- Ces entreprises fonctionnent de manière démocratique.

— *Il y a quelques mois, la tentative d'imposer aux sociétés mutualistes un ticket modérateur d'ordre public a suscité une vive émotion dans le pays tout entier. Ce problème est-il définitivement réglé ?*

— En 1974, avant son élection, Giscard d'Estaing s'était engagé à préserver et de développer les libertés mutualistes. Or il a fait très exactement le contraire de ce qu'il promettait. L'instauration d'un ticket modérateur d'ordre public constitue une ingérence dans la gestion des cotisations qui sont librement consenties par les mutualistes. Le décret n'est pas appliqué, mais il n'est pas abrogé pour autant.

— *Pourquoi n'est-il pas abrogé ?*

— A l'Assemblée nationale, les députés UDF et RPR ont voté contre l'abrogation. Telle une épée de Damoclès, la menace demeure donc pour le mouvement mutualiste. Ce n'est d'ailleurs pas la seule.

— *Pouvez-vous préciser quelles autres contraintes pèsent également sur la mutualité ?*

— Des abattements de tarifs en faveur de la Sécurité sociale sont imposés aux établissements sanitaires mutualistes et les mettent en difficulté financière. Ces charges supportées par les œuvres mutualistes sans justification les pénalisent par rapport aux réalisations à caractère libéral. C'est un moyen insidieux de freiner le développement de la mutualité et d'étouffer sa capacité de création.

— *Le mouvement mutualiste est-il la seule cible de la politique giscardienne ?*

— Absolument pas, tous les secteurs de l'économie sociale sont en butte à la politique du pouvoir. Le Crédit mutuel, par exemple, fait l'objet de mesures injustes. En freinant le développement des secteurs de l'économie sociale, l'actuel gouvernement espère faire basculer des pans entiers d'activités non lucratives dans le domaine privé. C'est une des leçons que les mutualistes et les coopérateurs doivent tirer de ce septennat qui s'achève.

Chute de la production industrielle française

Le ralentissement de l'économie française se poursuit. La production industrielle (sans le bâtiment) a chuté de 7,2 % en janvier 1981 par rapport au mois précédent.

L'indice INSEE (corrigé des variations saisonnières) a, dès son annonce mercredi 18 mars, contribué au repli de la Bourse de Paris. Il faut remonter à 1977 pour retrouver un niveau aussi bas, hors de la période estivale.

L'indice de janvier témoigne de l'aggravation de la récession industrielle dans laquelle la France est engagée depuis l'automne 1979.

Abonnez-vous à *Combat socialiste*

Giscard au service de l'OTAN

A en croire le général Bernard Rogers, commandant en chef des forces de l'OTAN, l'indépendance militaire de la France ne serait qu'une coquetterie réservée au temps de paix

AINSI donc les Européens n'ont pas de soucis à se faire. La France — et c'est le commandant en chef des forces de l'OTAN qui l'affirme — entrerait à nouveau immédiatement dans le dispositif militaire intégré de l'Alliance en cas de conflit en Europe. A en croire le général Bernard Rogers, qui s'est exprimé devant la presse belge le 14 mars, l'indépendance militaire de la France ne serait qu'une coquetterie réservée au temps de paix.

Le choix « du moment et du lieu » de l'engagement armé de la France dans un conflit en Europe serait aboli par sa réintégration immédiate dans le giron de l'OTAN. Que l'armée française soit techniquement prête à rapidement rentrer dans les structures de l'organisation atlantique, n'est un secret pour personne ; l'exercice Datex-81, auquel viennent de participer sept pays européens au-dessus de l'espace aérien français, nous le rappelle opportunément... Sans doute le général américain considère qu'il est préférable de l'afficher clairement ! Ce faisant, il donne un tour politique à son propos. Mais, diront les défenseurs de la politique militaire du président Giscard d'Estaing, ce qui compte c'est la liberté d'actionner l'arme nucléaire. Rien n'est moins sûr.

Si le premier et le deuxième corps d'armée allaient occuper leur « créneau » à l'avant, c'est-à-dire près de la frontière entre les deux Allemagnes, l'arme nucléaire tactique suivrait automatiquement. Et son emploi devrait être combiné avec les opérations des alliés. Dès lors, l'ensemble du dispositif stratégique français se trouverait, de fait, techniquement et politiquement solidaire de la panoplie nucléaire américaine.

Aujourd'hui, les partis de gauche, et même le RPR, dénoncent les glissements de la doctrine stratégique française. Sous peine de devenir une totale fiction, l'arsenal nucléaire stratégique de la France doit être « soutenu » par une orientation de politique internationale, indépendante des blocs. Si les chefs de l'OTAN se sentent autorisés à comptabiliser haut et clair les armées françaises dans leur rôle, c'est sans doute que rien ne s'y oppose sur le plan politique.

Une position supérieure

Dans la même interview, le général Rogers se permet de distribuer des satisfecits. Si tous les pays de l'Alliance faisaient un effort de défense semblable à celui de la France, a-t-il dit, « *l'OTAN se trouverait dans une position infiniment supérieure* ». Là encore, que l'effort militaire de la France — qui dispose d'un arsenal nucléaire pesant pour près de 20 % dans le budget de défense — soit comparé à celui de pays qui se contentent du parapluie nucléaire américain est hautement significatif.

On peut prédire que les Soviétiques ne seront pas les derniers à se réjouir de tels propos. Les grandes puissances préfèrent les cartes bien dessinées. Certains verront même, dans les avances du général Rogers, un encouragement à la fermeté de Moscou envers la Pologne. Afin que tout rentre dans l'ordre.

Patrick BERNIER



D'une puissance égale à cent fois la bombe de Hiroshima, le nouveau missile français ASMP, qui équipera notre force de dissuasion, en 1985, a été récemment présenté à la base aérienne de Luxeuil. (Photo Alain Nogues/Sygma)

En Pologne, un ministre gagne 4000 francs par mois

Le salaire moyen est actuellement de 1 000 francs environ

AVEC un salaire de 28 100 zlotys par mois (937 dollars), le premier ministre polonais a un revenu inférieur à celui du bénéficiaire de la retraite la plus élevée en Pologne, un artiste de théâtre qui touche 37 000 zlotys (1 223 dollars).

Ces précisions ont été données au cours d'une conférence de presse du ministre du Travail et des Salaires, Janusz Obodowski, à la suite de rumeurs selon lesquelles l'ancien premier ministre Piotr Jaroszewicz (limogé en février 1980 et récemment exclu du parti), jouissait d'une retraite de 100 000 zlotys.

« *En réalité,* a précisé Obodowski, *l'ancien chef du gouvernement continue de percevoir son salaire de premier ministre. Quant à sa retraite, elle ne dépassera pas, selon les bases de calcul de la Sécurité sociale, 95 % de son salaire, soit 26 700 zlotys (890 dollars).*

Un vice-premier ministre gagne 25 900 zlotys (863 dollars), un ministre 23 700 zlotys (790 dollars) et un vice-ministre 19 800 zlotys (660 dollars). En comparaison, le salaire moyen en Pologne est de 6 203 zlotys (207 dollars).

Obodowski a tenu à souligner que les membres du gouvernement avaient des horaires de travail qui ne sauraient se comparer avec ceux des autres salariés. Ils ne perçoivent aucune prime de plus. Précision qui n'est pas superflue, la Pologne ayant eu trois premiers ministres en l'espace de treize mois .

Le ministre des Salaires a également indiqué que les appointements des membres de la direction de l'appareil du parti (secrétariat et bureau politique) étaient calculés sur les mêmes bases.

Obodowski a enfin indiqué que le titulaire de la retraite la plus élevée, après l'homme de théâtre déjà mentionné, était un journaliste à la retraite qui perçoit 35 000 zlotys (1 167 dollars). Ces chiffres ne tiennent toutefois compte que des retraites de source polonaise, certains pensionnés ayant des ressources plus importantes de source étrangère.

500 000 couples veulent légaliser leur situation

Affrontement aux Cortès espagnoles sur le divorce

Le projet de loi sur le divorce provoque une bataille entre socio-démocrates et démocrates-chrétiens au sein du parti gouvernemental. L'Espagne reste, avec Malte et la république d'Irlande, l'un des trois pays européens qui n'admettent pas le divorce.

LE divorce à l'espagnole, objet d'un long débat parlementaire qui a pour enjeu un projet de loi divisant, depuis dix-huit mois, l'ensemble de l'opinion publique nationale, fait se dresser l'une contre l'autre l'Espagne croyante et l'Espagne laïque.

La coupure, jugée inévitable dans un pays à la fois traditionnellement catholique et passablement déchristianisé, n'épargne pas le parti au pouvoir, l'Union du centre démocratique (UCD), dont les deux principales tendances : la social-démocrate et la démocrate chrétienne, sont loin d'être d'accord.

Le projet de loi sur le divorce, présenté par le gouvernement, contient ainsi sept ou huit articles que les démocrates chrétiens s'efforceront de modifier, tandis que le ministre de la Justice et chef de file de l'aile social-démocrate, Francisco Fernandez Ordonez, cherchera à les faire voter tels quels.

Trois pays contre le divorce

Cinq cents mille couples espagnols, dit-on, attendent depuis des années une loi leur permettant de légaliser leur désunion. Le divorce n'a existé en Espagne que sous la République, entre 1932 et 1939, année où l'avènement du franquisme y a mis fin.

Avec l'arrivée de la monarchie constitutionnelle, il y a cinq ans, on s'est remis à parler. Aujourd'hui, plus que jamais, les partisans du divorce invoquent le libéralisme démocratique et l'entrée prochaine de l'Espagne dans le Marché commun pour affirmer qu'un pays qui se veut moderne et européen ne saurait se passer d'une loi sur le divorce. Deux autres pays d'Europe seulement, Malte et l'Irlande, sans compter la Cité du Vatican, n'admettent pas encore le divorce.

Le poids de l'Eglise

Dans cette querelle, l'Eglise s'est constituée, comme on pouvait s'y attendre, en fer de lance des adversaires du projet de loi qui, à ses yeux, sape les fondements de l'institution familiale. Les pressions exercées par la hiérarchie ecclésiastique ont été fréquentes et appuyées. Lundi soir, encore, avant d'aller voir le roi, le président du gouvernement, Leopoldo Calvo Sotelo, recevait la visite du nonce apostolique, Mgr Antonio Innocenti.

Pendant ce temps, le comité exécutif de l'UCD tenait une dernière réunion avant le débat, qui s'est achevée dans le flou : les députés centristes admettent que certains articles du projet de loi pourraient être modifiés, mais ils n'ont pas dit lesquels. L'un de ces articles au moins, qui a trait à une séparation de six mois, préalable à la demande de divorce par consentement mutuel, sera certainement amendé dans un sens favorable aux démocrates chrétiens. Ces derniers insistent pour que cette séparation des conjoints soit dûment constatée par le juge et qu'il soit tenu compte de l'intérêt des enfants.

Au seuil de cet important débat, il s'agit donc surtout d'une bataille interne à l'UCD. Le souci majeur des centristes est d'éviter, dans la délicate conjoncture post-putschiste que vit l'Espagne, une scission qui exposerait une fois de plus la jeune démocratie espagnole aux plus graves dangers.

Après le coup d'Etat manqué

La France mise en cause par la Mauritanie

« *Le commando qui a attaqué Nouakchott lundi sans succès venait du Maroc via Paris et Dakar* », a déclaré mercredi Mohammed Haidalla, chef de l'Etat mauritanien. La formation de ce commando a été confiée à un détachement du 6e bataillon marocain. Une fois entraînés, près de Marrakech, ces éléments ont voyagé en trois vagues à destination de Dakar, via Paris, les 11, 12 et 13 mars. La dernière vague est arrivée à Dakar le 14 mars par la compagnie Air France.

Chaque vague était accompagnée d'un officier marocain. Tous les membres du commando voyageaient avec de faux passeports marocains. Les armes ont été acheminées par cantines diplomatiques par la Royal Air Maroc.

L'accusation du président mauritanien contre Paris et Rabat est reprise par le quotidien algérien *El Moudjahid*. Revenant sur la récente « visite privée » en France du roi Hassan II, le journal souligne que le souverain marocain était accompagné de ses principaux conseillers, notamment le général Dlimi, chef opérationnel des Forces armées royales, le ministre des Affaires étrangères Boucetta, le ministre de l'Information et Reda Guedira, son « homme à tout faire ».

« *N'est-ce pas trop pour une visite privée ?* » poursuit *El Moudjahid*, qui se demande si Hassan II n'est pas parti pour obtenir l'aval de Paris à une opération de déstabilisation en Mauritanie, sachant évidemment que ce pays a conclu dans le passé un accord de défense avec la France.

Quant à l'Association des amis de la République arabe sahraouie démocratique, elle affirme nettement que « *Giscard a cautionné la tentative de coup d'Etat* ».

Notons dans le même ordre d'idées que l'agence de presse libyenne Jana a annoncé que « deux pilotes français ont été capturés avec leur avion d'espionnage par les autorités mauritaniennes, quelques heures avant la tentative de coup d'Etat ». De source française on dément, en précisant que les passagers n'ont pas été détenus par les autorités mauritaniennes.

Pour sa part, le Maroc continue de nier, contre l'évidence, sa participation au coup d'Etat. Il a décidé de rompre ses relations diplomatiques avec la Mauritanie, « *selon le principe de réciprocité* ».

En revanche, le Sénégal, à l'occasion de ces événements, entend se rapprocher de la Mauritanie. Dès l'annonce du putsch manqué, le président Abdou Diouf a reçu l'ambassadeur de ce pays à Dakar, et a téléphoné le même jour à son homologue de Nouakchott. Mardi soir, il décidait l'expulsion de sept dirigeants de l'opposition à la Mauritanie.

Nouveaux raids sud-africains en Angola et au Mozambique

Le gouvernement raciste de Pretoria aggrave la tension en Afrique australe



Troupes sud-africaines en opération. (Photo Gérald Buthaud/Rush)

LES porte-parole militaires à Pretoria ont annoncé, à quelques heures d'intervalle mercredi, un important raid aérien, la veille, des forces armées sud-africaines contre une base de la Swapo en Angola, et la mort d'un de leurs soldats, également la veille, dans un incident de frontière au Mozambique.

Mercredi matin, un communiqué signé du commandant en chef des forces sud-africaines, le général Constand Viljoen, publié à Pretoria, annonçait que l'armée sud-africaine avait effectué mardi un nouveau raid en territoire angolais, attaquant une base de guérilleros de l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (Swapo) dans la banlieue de Lubango (ex-Sa Da Bandeira), à quelque 300 kilomètres au nord de la frontière namibienne.

Plus tard dans la journée, un communiqué militaire, venant de Windhoek, précisait que l'attaque avait été menée par voie aérienne et que tous les membres du commando sud-africain étaient revenus sains et saufs à leur base en Namibie.

Mercredi, en début de soirée, un communiqué militaire, également signé du général Viljoen, confirmait qu'un soldat sud-africain avait été tué par les forces mozambicaines, lors d'un incident de frontière, la veille.

Plus tôt dans la journée, l'agence officielle de presse mozambicaine AIM affirmait que deux soldats sud-africains, qui avaient traversé la frontière avec quelque cinquante de leurs camarades, avaient été tués par les forces mozambicaines, à Ponta du Ouro, à quelques kilomètres à l'est de la frontière sud-africaine.

Un grand nombre de soldats sud-africains sont encore en position du côté sud-africain de la frontière entre les deux pays, affirme l'agence AIM.

L'accrochage aurait duré environ six heures. Il a été notamment marqué par l'arrivée à la mi-journée de renforts sud-africains : une compagnie d'environ cent cinquante hommes, et deux camions d'assaut. Les troupes sud-africaines, qui ont tenté de couper l'accès à l'aéroport et de bloquer la route menant vers Maputo, ont été repoussées par les forces mozambicaines.

Les suites de la tentative de coup de force

Le Soudan demande l'aide de Washington

APRES la tentative de coup d'Etat déjouée à Khartoum la semaine dernière, le Soudan a décidé de faire appel aux Etats-Unis pour aider les pays africains à contenir les « infiltrations soviétiques ». En effet, selon le président Gaafar el Nimeiry — qui a été l'objet d'une quinzaine de complots depuis son investiture en 1969 —, le putsch aurait été téléguidé par Moscou et Tripoli.

Le président soudanais a indiqué que la sédition avait été dirigée par des militaires, dont le chef, un général à la retraite, a été arrêté en même temps que cinq autres officiers. Le complot semble être dirigé par le Parti communiste soudanais, qui est le plus puissant du monde arabe.

En outre, Gaafar el Nimeiry avait déjà été victime, en juillet 1972, d'un coup d'Etat et n'avait pu reprendre le pouvoir que grâce à l'aide du président Sadate. D'autant que la situation économique du pays demeure précaire, tandis que la menace libyenne se lève aux frontières occidentales.

Naguère, Khartoum avait d'ailleurs accusé Moscou d'être le véritable instigateur des initiatives du colonel Khadafi au Tchad. Cette dernière analyse est partagée par le Caire, qui lance depuis deux semaines de sévères avertissement à la Libye comme à l'URSS, et fournit des armes à Hissène Habré.

En conséquence, les Etats-Unis se sont vu inviter à construire sur le territoire soudanais des bases aériennes destinées à « *arracher la tumeur cancéreuse soviétique* », dénoncée par Gaafar el Nimeiry. L'administration Reagan semble toute disposée a prendre des mesures si le Congrès donne le feu vert : les ventes de matériel militaire au Soudan devraient passer de 30 à 100 millions de dollars.

Colombie : vaste opération anti-guérilla

Environ dix mille hommes participent à une énorme opération anti-guérilla lancée par l'armée colombienne sur tout le territoire national, apprend-on jeudi de source informée à Bogota. A son retour de la région de Putumayo et de Narino, frontalière avec l'Equateur (sud du pays), le général Fernando Landazabal, qui dirige la lutte anti-guérilla, a confirmé la violence des combats survenus dans cette zone, qui ont fait, selon lui, au moins seize morts et soixante-quinze prisonniers parmi les guérilleros du mouvement extrêmiste M-19. Parmi les prisonniers, figurent deux dirigeants du mouvement rebelle, Carlos Toledo Plata et Rosenberg Pabon.

EN 24 HEURES

CENTRAFRIQUE
Couvre-feu pour les résultats

Le chef de l'Etat centrafricain a décrété le couvre-feu sur tout le territoire national du mercredi 19 heures (locale) à jeudi 5 heures (locale), a annoncé dans la soirée de mercredi, Simon Bozanga, ministre centrafricain de la Justice. M. Bozanga a appelé ses concitoyens à conserver leur sang froid en attendant la proclamation officielle des résultats de l'élection présidentielle de dimanche dernier.

TCHAD
L'armée en état d'alerte

L'état d'alerte maximum a été décrété pour l'armée libyenne, en prévision d'une offensive générale contre les forces armées du nord (FAN) de Hissene Habre au Tchad, a annoncé mercredi soir l'agence du Moyen-Orient, Mena, citant des rapports en provenance de Tripoli.

Selon le ministre d'Etat soudanais aux Affaires étrangères, Mohamed Mirghani, les forces libyennes ont installé des « dispositifs militaires » le long de la frontière tchado-soudanaise.

EL SALVADOR
Violents combats à Villa Victoria

Les guérilleros salvadoriens ont entamé une nouvelle phase de leur offensive générale et les affrontements armés s'intensifient, estiment des voyageurs en provenance de la zone des combats. De leur côté, les autorités militaires salvadoriennes ont reconnu que de très violents combats — avec la participation de l'artillerie, de l'infanterie et de l'aviation — se déroulent pour la troisième journée consécutive dans la région de Villa Victoria.

On apprend que dix hélicoptères américains sont déj' arrivés depuis janvier, à El Salvador pour aider l'armée à combattre les révolutionnaires.

BELIZE
Manifestations contre l'accord de Londres

Pour la seconde journée consécutive, des jeunes manifestants, au nombre de 300, ont violemment protesté mercredi à Bélize contre l'accord signé le 11 mars, à Londres, entre le Guatemala et la Grande-Bretagne, prévoyant d'accorder l'indépendance à l'ancienne colonie britannique avant la fin de l'année.

ALLEMAGNE
Otrag inquiète les autorités

Le gouvernement de la RFA est « extêmement » préoccupé au sujet des activités de la firme ouest-allemande Otrag qui procède actuellement à des essais de fusées en Libye, a déclaré mercredi à Bonn le porte-parole du gouvernement, Kurt Becker.

PORTUGAL
Crise avec La Havane

Le gouvernement portugais a déclaré « *Persona non grata* », l'ambassadeur de Cuba au Portugal. L'annonce de cette mesure a coïncidé avec l'arrivée à Lisbonne du chargé d'affaires portugais à La Havane. Celui-ci a été rappelé par les autorités protugaises après avoir été accusé par Cuba d'avoir participé à la préparation de la récente attaque de l'ambassade d'Equateur, à La Havane, par un commando cubain.

ALBANIE
Critiques à Brejnev

Le rapport de Leonid Brejnev au XXVIe Congrès du PC de l'URSS, a mis en évidence « la crise généralisée que traverse l'Union soviétique » ainsi que « l'incapacité de la direction soviétique à résoudre les difficultés » qu'affronte le pays, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, estime mercredi le journal albanais *Zeri I Popullit*.

Du nouveau dans l'affaire Mauvillain

Il avait été condamné, sans mobile ni preuve convaincante, à 18 ans de réclusion criminelle

Guy Mauvillain a été condamné le 25 novembre 1975, par la cour d'assises de Charente-Maritime, pour le meurtre d'une femme de soixante-seize ans qu'il a toujours nié avoir commis. Accusé sans preuve, sans témoin ni mobile, il n'a cessé depuis six ans de proclamer son innocence. Le dossier est suffisamment confus pour qu'Antenne 2 ait jugé nécessaire de lui consacrer récemment une émission. Les avocats de Guy Mauvillain espèrent aujourd'hui que la Chancellerie examinera attentivement leur nouvelle requête en révision.

« *GUY MAUVILLAIN a été condamné à dix-huit ans de réclusion criminelle sans qu'il n'y ait jamais eu ni mobile ni aveu. On a déduit sa culpabilité, on n'a rien pu prouver* » s'insurge Hélène Trocmé. Depuis qu'elle anime le « comité de soutien à Guy Mauvillain », ce professeur d'anglais n'a jamais douté. « *Il y a trop de zones d'ombre dans cette affaire. Des témoins capitaux n'ont jamais été interrogés lors du procès.* » La jeune femme n'hésite pas à parler d'erreur judiciaire. L'action qu'elle mène inlassablement avec ses amis ne vise qu'à rétablir la vérité.

Me Badinter a été sensible à ses arguments : en mai dernier, il a accepté de reprendre le dossier. L'avocat vient de déposer une nouvelle demande en révision, la première avait été refusée *(voir encadré)*. Le cauchemar des époux Mauvillain a débuté le 9 janvier 1975. Prendra-t-il bientôt fin ?

Le 9 janvier 1975, Elise Meilhan est découverte dans son salon, le crâne fracassé. C'est la voisine de ce professeur de piano à la retraite qui a donné l'alerte : Mlle Le Gall a entendu les cris de la vieille dame, prévenu les pompiers, téléphoné au coiffeur qui habite de l'autre côté de la rue. Celui-ci a bien tenté de pénétrer chez Mlle Meilhan, mais en vain : la porte était fermée. L'agresseur, lui, est parvenu à s'échapper. Des témoins affirmeront avoir entr'aperçu deux hommes sur le trottoir, vêtus d'un imperméable, mais nul n'a distingué leurs traits. En ce soir d'hiver, le brouillard est épais sur La Rochelle et l'avenue Jean-Guitton est mal éclairée.

A l'intérieur du pavillon, Elise Meilhan gît inanimée, une plaie béante à la tête. Son cerveau est touché. Les pompiers qui ont dû fracturer la porte pour lui porter secours la croient morte. Le docteur Girard, va découvrir qu'elle vit encore. Ce médecin légiste passait par hasard dans le quartier — pourquoi ? Il ne s'en souviendra pas lors du procès — il connaissait la victime, est monté à l'appartement, la voiture du SAMU l'a intrigué. Curieusement, il mène sa propre enquête avant l'arrivée des policiers. Il se penche sur la retraitée : « *Savez-vous ce qui est arrivé ?* » « *Il a cogné très fort.* » Il insiste : « *Savez-vous qui c'est ?* ». « *Le mari de l'infirmière qui fait des piqûres à ma sœur* ». Puis elle ajoute : « *Mauvillain* ». Témoignage capital : ce seront les dernières paroles de l'agonisante.

En pleine nuit

Mauvillain ? Les policiers se présentent en pleine nuit chez le suspect, qui habite rue du bastion Saint-Nicolas, à l'autre bout de la ville.

« *Nous dormions déjà lorsque des coups violents ont été frappés à la porte,* raconte Yvette Mauvillain. *Des policiers venaient nous apprendre qu'Elise Meilhan avait été agressée et qu'elle avait prononcé notre nom. Mon mari demanda immédiatement à être confronté avec elle. On nous répondit que c'était impossible, qu'elle était dans le coma, morte peut-être. Nous étions bouleversés par cette nouvelle : je l'avais quittée le jour même.* » Guy Mauvillain est convoqué le lendemain au commissariat. « *On lui a demandé de prendre son imperméable. Arrivé là-bas, il s'est aperçu qu'il avait pris le mien. Il est revenu, s'est trompé une seconde fois. On l'a soupçonné de le faire exprès.* »

Quel mobile ?

D'autant que l'imperméable de Guy Mauvillain présente des taches suspectes : trois taches minuscules qui vont prendre une importance capitale aux yeux de l'accusation. Bien que l'expertise n'ait jamais pu démontrer qu'il s'agissait de sang humain...

Guy Mauvillain est gardé à vue, puis relâché. Il affirme être sorti de chez lui, comme tous les soirs, vers 21 h 45, pour aller chercher son épouse à l'hôpital où elle travaille comme aide-soignante. A l'heure où l'agression était commise, il préparait le dîner. La perquisition n'a rien donné, il n'y a pas d'empreintes chez la victime, les témoins sont formels : il ne ressemble pas à l'homme entrevu. Quel serait le mobile ? Les époux Meilhan sont modestes, certes, mais n'ont pas besoin d'argent : ils viennent de gagner au tiercé.

Le 21 février, pourtant, Guy Mauvillain est arrêté. Sans qu'aucun élément nouveau ait pu être apporté. Seulement La Rochelle a peur : d'autres retraités ont été attaqués les mois précédents. Et dans le même quartier. Un climat de panique est en train de s'installer. Il faut châtier le coupable, tout le monde serait enfin rassuré.

Le 28 janvier, Elise Meilhan meurt à l'hôpital, sans avoir repris connaissance. A défaut de tenir un coupable, on va le fabriquer. L'instruction est bâclée, la justice va s'acharner sur le suspect.

Le procès se déroule le 25 novembre 1975. L'avocat de Guy Mauvillain — choisi par Yvette sur les recommandations d'un cousin — est un homme de soixante-six ans. Me Berton n'a jamais plaidé aux assises, mais il est formel : « *Il n'y a rien dans votre dossier, vous sortirez libre après l'audience.* »

Les jurés en décideront autrement : le témoignage du docteur Girard est tellement accablant...

Je suis innocent

Le lendemain du crime, ce médecin a pourtant affirmé au juge d'instruction : « *L'agresseur a pu se faire passer pour Mauvillain* », mais le doute, au fil de l'enquête, est devenu certitude. L'ordre des mots est changé, l'affaire prend un tout autre sens. « *Savez-vous qui c'est ?* » « *C'est Mauvillain, le mari de l'infirmière qui fait des piqûres à ma sœur.* » Le docteur Girard bafouille, ne se souvient plus très bien. Au mépris de toutes les règles, il lit quelques notes dans un carnet. Mme Mauvillain n'est pourtant pas infirmière, Mlle Meilhan le savait fort bien. Mais quel crédit peut-on accorder à ses propos ? Etait-elle seulement lucide ? « *Je lui ai demandé son âge*, explique le docteur Girard, *elle m'a bien répondu...* ».

Le patron du SAMU, un spécialiste de la réanimation, sait bien, lui, que la victime avait le cerveau en bouillie. Etait-elle consciente pendant son transfert en ambulance ? Nul ne s'en soucie, il n'est pas convié à l'audience. Non plus que les pompiers qui s'étaient étonnés que le docteur Girard « *farfouille* » dans le crâne de la retraitée.

Les vraies questions n'ont pas été posées : Comment a-t-elle été tuée ? Nul ne le sait, aucune autopsie n'a jamais été pratiquée. A qui a-t-elle ouvert sa porte ? Elle qui était si méfiante, comment aurait-elle pu reconnaître Mauvillain ? Un homme qu'elle avait rencontré deux fois ! Alors que sa vision n'excède pas 1/10 !

N'a-t-elle pas plutôt tenté d'appeler sa femme à l'aide ? Le suspect n'a jamais avoué ? Qu'importe. L'homme est discret, effacé, il se défend mal, c'est l'inculpé rêvé. Comment pourrait-il s'expliquer ? Son micro est coupé et son défenseur n'est pas un orateur...

L'avocat général, en revanche, sait faire des effets de manche, quitte à déformer quelque peu la réalité.

« *Quand il a prétendu que mon mari était un chômeur professionnel sans domicile fixe, j'ai cru qu'il s'était trompé de dossier* », sanglote Yvette Mauvillain. Les jurés croient Mauvillain coupable. L'homme n'a-t-il pas été condamné vingt-cinq ans plus tôt à des peines de prison ? Un casier judiciaire qui pèsera lourd dans les débats...

Le verdict tombe : dix-huit ans. « *Je suis innocent* », hurle Mauvillain. La famille de la victime en est tellement persuadée qu'elle n'a même pas porté plainte...

Carine LENFANT



Guy Mauvillain et sa femme au temps de l'insouciance.



La femme de Guy Mauvillain lors d'une de ses visites à la prison des Murets, près de Toulouse.

Témoins à décharge

UNE nouvelle demande de révision a été déposée à la Chancellerie par les avocats de Guy Mauvillain. Mes Robert Badinter, Jean-Jacques de Felice et Jean-Yves Dupeux, ses défenseurs, ont présenté le 20 février une requête en ce sens au garde des Sceaux.

Après le procès, la voisine des Mauvillain, Annie Frétard, avait déclaré avoir entendu des bruits en provenance de la cuisine, confirmant la présence de Guy Mauvillain chez lui à l'heure même où le crime était commis. Elle l'avait écrit à Mme Mauvillain fin 1975, mais celle-ci, gravement malade après l'incarcération de son mari, avait rangé cette lettre dans ses papiers personnels sans en mesurer l'importance.

Informé de ce détail en 1978 seulement, son avocat avait alors présenté une première requête en révision, que la Chancellerie avait rejetée en 1979 « aux motifs qu'il existe un doute à l'égard de la date à laquelle ces bruits avaient effectivement été entendus ». *Ce témoignage capital avait le tort de n'intervenir que trois ans après les faits...*

Certains éléments inédits permettent en effet d'espérer, cette fois, que la requête sera prise en considération : d'abord, deux personnes, Danièle Mariage et Christian Garçonnet, attestent que Annie Frétard leur a bien tenu les mêmes propos dans les jours qui ont suivi l'agression de Mlle Meilhan ; ensuite, le docteur Haglund, chef du Samu, qui a transporté la victime à l'hôpital, a affirmé à Paul Lefèvre, dans son émission diffusée à Antenne 2 le 24 novembre 1980, que les questions posées par le docteur Girard ne permettaient nullement de s'assurer de la lucidité de la vieille dame. Or, ni Mme Frétard, ni le docteur Haglund n'ont jamais été entendus au cours du procès.

Le Comité de soutien à Guy Mauvillain a pour sa part recueilli quelque 6 400 signatures de citoyens qui « manifestent leur émotion et seraient rassurés de voir le garde des Sceaux rouvrir ce dossier, car il comporte trop de zones d'ombres pour ne pas donner aux Français un profond sentiment d'insécurité. La justice française, *déclarent-ils*, s'honorerait de donner à un homme, qui n'a cessé de le demander depuis six ans, le droit d'être jugé à nouveau ».

L'hôpital tout neuf sera démoli

Le scandale du centre de gériatrie de Bordeaux

De notre correspondant à Bordeaux

CONSTRUIT en 1978, grâce à un prêt de 2 milliards consenti par l'Etat, le centre de gériatrie du Haut-Lévêque, à Pessac dans la banlieue bordelaise, est aujourd'hui l'objet d'« un changement d'affectation ». Au grand dam des personnes âgées et des contribuables, estime la CFDT qui proteste contre ce « *gaspillage des deniers publics* ».

Les travaux de transformation, entamés en février, coûteront 2,5 millions de francs. Déjà, le deuxième étage du bâtiment a été livré à la pioche des démolisseurs. Les petits vieux n'auront pas droit à leur foyer avec salle de lecture et cheminée. Ainsi en a décidé le conseil d'administration du Centre hospitalier régional de Bordeaux que préside Jacques Chaban-Delmas.

L'affaire n'est pas nouvelle. Ouvert en 1979, le centre, pourvu d'équipements ultra-modernes nécessaires à la prise en charge des personnes âgées (balnéothérapie, ergothérapie, kinésithérapie...), ne fonctionne qu'à la moitié de sa capacité d'accueil. 120 lits sont mis à la disposition du public, sur les 240 prévus. Néanmoins, la direction promet l'ouverture totale pour avril 1980. Or, en 1980, le nouveau plan directeur, accepté par le ministère de la Santé, décide d'un changement d'affectation du bâtiment hospitalier. Exit les équipements pour le troisième âge. Désormais, une partie des locaux seront affectés à la médecine interne et à l'hématologie ! Et les « longs séjours » de gériatrie continueront à s'entasser à quatre par chambre dans l'antique maison de retraite du Haut-Lévêque.

Le professeur Galley, chef du service de gériatrie, a accepté de guerre lasse la situation. Une année d'opposition au projet n'y a rien changé. Pour lui, le problème n'est d'ailleurs pas particulier à Bordeaux. Dans tous les hôpitaux, on manque de lits pour les personnes âgées. La différence, c'est qu'à l'hôpital du Haut-Lévêque on a cru le problème enfin résolu puisque les locaux étaient construits. C'était ne pas tenir compte des besoins grandissants des autres services, comme la médecine interne ou la pneumologie, qui, eux aussi, se sentaient à l'étroit.

La politique hospitalière du gouvernement allant plutôt dans le sens des restrictions, on a coupé la poire en deux. Autrement dit, on a démoli des installation récentes prévues pour les personnes âgées. Reste, bien sûr, la promesse d'un nouveau centre de gériatrie à Xavier-Arnozan, qui forme, avec Haut-Lévêque, l'hôpital-sud de Bordeaux. Mais, d'après les calculs du personnel CFDT des services de santé, c'est 149 lits pour personnes âgées qui disparaissent dans le nouveau plan directeur. Depuis octobre 1980, ce syndicat multiplie ses interventions auprès du préfet, du Conseil régional, du Conseil général et de la Direction des affaires sanitaires et sociales. A la direction du CHR, on promet que le potentiel de lits affecté aux personnes âgées sera sauvegardé. Mais de nouvelles promesses suffiront-elles à rassurer les malades du troisième âge ?

Gérard MUTEAUD



A 200 mètres de l'hôpital ultra moderne qui sera détruit sans jamais avoir fonctionné, un ancien sanatorium contient deux cent soixante et un vieillards... Au premier plan, une pensionnaire attachée à son fauteuil avec un drap. (DR)



Jean de Broglie. (Photo AP)

L'affaire De Broglie relancée ?

Un livre tente de faire repartir l'enquête

Après quatre années d'enquête, le journaliste Jacques Bacelon tente de rouvrir un dossier bien trouble. Son livre : *l'Affaire De Broglie* paraît aux éditions Jean Picollec, alors que l'instruction n'est pas encore close et que les coupables pas été jugés. C'est le seul élément qui permette d'espérer voir rebondir une affaire que tout le monde semble vouloir s'acharner à enterrer.

Rappelons les faits : le 24 décembre 1976, le prince Jean de Broglie, ancien ministre signataire des accords d'Evian et député de l'Eure, était assassiné. Cinq jours plus tard, Michel Poniatowski, alors ministre de l'Intérieur, déclarait que les assassins étaient sous les verrous et que « *le coup de filet était complet* ».

L'épais manteau du secret de l'instruction s'abattait ensuite sur l'affaire. Les choses n'étaient pourtant pas claires : M. de Ribemont, qu'on avait prétendu coupable, n'avait-il pas bénéficié d'un non-lieu ?

Au printemps 1980, le *Canard enchaîné* publiait des éléments concernant deux rapports prouvant que la police avait été alertée au moins trois mois avant le meurtre au sujet des menaces d'assassinat qui pesaient sur le prince. Le second rapport donnait même les noms de ses assassins virtuels. Pourquoi n'avait-on rien fait à l'époque pour les empêcher d'agir ? Pourquoi Michel Poniatowski n'a-t-il jamais évoqué ces rapports, ne les a-t-il pas communiqués au juge d'instruction ?

A la demande du groupe socialiste, une commission d'enquête a été désignée à ce sujet par l'Assemblée nationale. J'en faisais partie, en qualité de député des Alpes de Haute-Provence, ainsi que mes camarades Pierre Joxe et Pierre Guidoni. Après huit mois de travaux et de multiples auditions, les députés de la majorité se sont mis d'accord entre eux sur un texte de trois pages qui déclarait simplement que les faits reprochés au ministre de l'Intérieur étaient couverts par la prescription.

Jacques Bacelon, en qualité de journaliste, s'est intéressé dès son début à cette affaire. Il était donc particulièrement bien placé pour tenter de démêler l'écheveau des liens tissés entre le monde des affaires, et ceux de la politique et des truands. Son ouvrage fourmille de précisions et d'indications dont certaines ont été très utiles aux parlementaires eux-mêmes. Ce n'est, bien entendu, qu'un document d'information, qui ne peut apporter une réponse définitive à toutes les questions posées, mais l'auteur émet aussi une hypothèse personnelle intéressante : le meurtre de Jean de Broglie, selon lui, pourrait être dû à une « bavure » policière. Naturellement, de nombreuses autres explications non moins vraisemblable ont été avancées.

L'Affaire De Broglie permet en tout cas un premier pas vers la recherche de la vérité. Il est à souhaiter que soit poursuivi ce travail de fourmi pour faire naître la lumière dans une affaire que la haute hiérarchie policière et les amis du prince assassiné qui nous gouvernent ont tout fait pour occulter.

François MASSOT

Le contrôle des voyageurs s'intensifie

En début et en fin de mois, le contrôle des voyageurs s'intensifie dans le labyrinthe métropolitain. Premières victimes, les étourdis possesseurs d'une carte orange ayant omis de porter sur le coupon mensuel le numéro de ladite carte. Ils entrent de plein droit dans la catégorie de réprouvés dite des « voyageurs en situation irrégulière ».

POUR lutter contre ces passagers clandestins d'un style nouveau, la Régie n'est pas sans ressources : un large éventail de peines est prévu, affiché sobrement — en couleurs suaves — entre deux panonceaux publicitaires criards, sur chaque quai de métro. Rédigé en langue administrative vernaculaire, c'est une curiosité qui mérite le déplacement.

Soucieux de vous éviter une lecture rebutante, nous l'avons déchiffré pour vous : en station ou en seconde classe, « l'irrégulier », *supposé de bonne foi*, doit acquitter la somme de 40 francs ; en première classe, avec un titre de transport valable en seconde, 20 francs ; et en première classe, sans titre de transport : 55 francs.

En outre, sont entrées en vigueur — quasi confidentiellement — fin 1979, de nouvelles mesures « transactionnelles » visant à réprimer les *fraudes caractérisées* : dans cette catégorie figurent l'enjambement « simple » d'un tourniquet, coût de l'amende : 75 francs et celui effectué carte orange en poche, taxé à 40 francs. A l'occasion, le miroir sans tain placé là où nulle ne songerait à se refaire une beauté, peut servir de délateur.

On peut refuser de payer son écot : la Régie, bonne fille, accorde huit jours de délai avant de saisir le tribunal. Mais contrairement à ce qu'affirment les mauvaises langues, le personnel du métro n'est pas, en principe, policier : l'agent verbalisateur, ils sont environ trois cents, bien qu'assermenté, ne peut avoir recours à la force. Si cela s'avérait nécessaire, il devrait appeler à l'aide la compagnie de sécurité des gardiens de la paix ou Police secours.

Michèle SOLAT



(Photo Pascal Lebrun)

« Pas de chance, mon vieux, je suis en règle ! »

Des robots pour Frisco

LES médailles et les podiums. Les drapeaux par bouquets, le grand frisson involontaire, collectif, au moment où les hymnes retentissent. Et ce public très Notre-Dame-la-France, debout, agité par les rouleaux de l'émotion — joie ou colère comme flux ou reflux — on appelle cela du sport...

Soviétiques et Américains n'ont pas de ces pudeurs. Partis ensemble à la conquête des plus hautes marches de la gloire ils se préparent à l'échéance de 1984, aux Jeux de Los Angeles, avec un sérieux également hallucinant.

Outre-Atlantique, il est question de recenser les vingt meilleurs athlètes de chaque discipline, d'établir — pardonnez les détails — leur profil physiologique, hormonal, de dresser le bilan le plus rigoureux de leurs qualités dominantes en multipliant ce que le journal *l'Equipe* dénomme joliment, des *« contrôles biologiques extrêmement poussés »*.

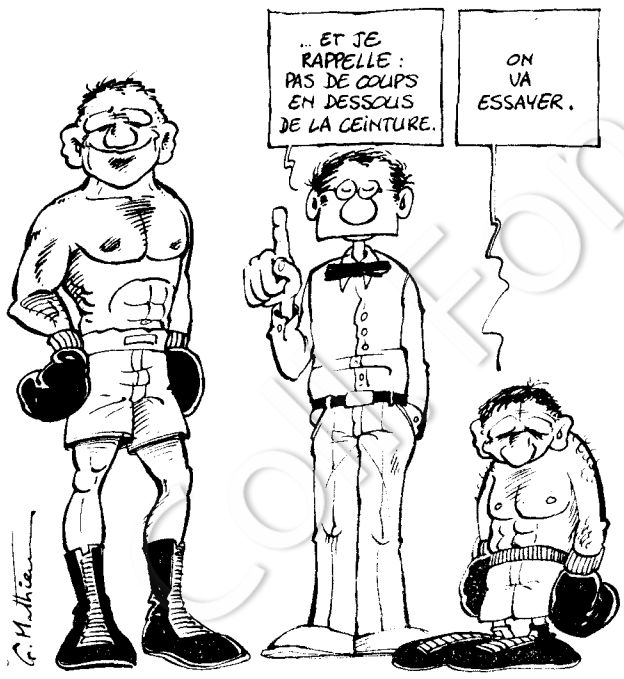
Cette délirante entreprise, dont on voit somme toute assez mal ce qu'elle entretient de rapports avec l'épanouissement individuel des sportifs, trouve un pendant exact en URSS.

Là-bas, un Docteur Folamour pas tout à fait quelconque puisqu'il s'agit de Valentin Gavrilov, l'entraîneur de l'équipe soviétique de saut en hauteur, vient de dresser, assure l'AFP, le portrait-robot de l'athlète qui, avant le fin de ce siècle, franchira la barre des 2,50 m. *« Il sera grand, entre 2,05 m et 2,10 m ; relativement léger, pas plus de 90 kg ; courra vite, 11 secondes au 100 m, et devra être capable de sauter au moins 8 m en longueur. »*

Une espèce de Hulk, moins la couleur verdâtre jugée sans doute trop réactionnaire.

Ainsi, à propos de sport et de jeux Olympiques, la grande tendance du Superman ou de l'Homme nouveau est, comme un lugubre refrain, de retour. Les plus optimistes rétorqueront (pour prouver, j'imagine, que l'histoire ne se répète jamais tout à fait) que, ni aux USA ni en URSS, les athlètes ne sont tenus d'avoir les yeux bleus et les cheveux blonds.

Jean WEBER



Sochaux dérègle l'horloge suisse

Les Sochaliens accèdent aux demi-finales en Coupe de l'UEFA

Mercredi soir, au stade Bonal, Sochaux s'est qualifié (de justesse) pour les demi-finales de la Coupe de l'UEFA, en battant les Grasshoppers de Zurich 2-1. Cette difficile victoire sur les Suisses permet donc aux Doubistes de poursuivre leur étonnante aventure européenne.

LE FC Sochaux sera le seul représentant français en demi-finales d'une coupe d'Europe 1980-1981. Qui aurait osé l'espérer, quand les joueurs de René Hauss étaient menés 4-0 par Francfort (en huitièmes de finale), après une heure de jeu ? Mais, depuis, les Sochaliens ont renversé la vapeur. Ils ont éliminé les Allemands de Francfort, trop sûrs de leur force, et mercredi soir ils ont ruiné les derniers espoirs des Zurichois.

Mais que cette qualification a été difficile à obtenir ! Il y avait longtemps qu'un match n'avait atteint une telle intensité dramatique. En effet, d'entrée, les Jaunes hypothéquaient leurs chances, en encaissant un but à froid dès la sixième minute. A la suite d'un dégagement de près de 80 mètres du gardien suisse Berbig, les Sochaliens, surpris, laissaient filer Koller, qui n'avait aucun mal à tromper Rust, le portier français. Ainsi, Sochaux débutait le match de la pire manière qui soit.

Toutefois, bien inspirés, à l'image de Genghini et d'Anziani, les Sochaliens revenaient rapidement à la marque. A la vingt-troisième minute, Durkovic tirait un corner brillamment brossé, et le ballon passait devant une vingtaine de pieds figés, avant de pénétrer, avec nonchalance, dans les buts gardés par Berbig. Les pendules étaient remises à l'heure.

Dès lors, les Sauterelles de Zurich se transformaient en chiens de garde, préservant leur mince avantage et n'hésitant pas à mordre les mollets des Revelli, Ruty, Izevic et autres... Révélant une certaine affinité pour la passe au gardien, les Helvètes quittaient le terrain, à la mi-temps, avec leur qualification en poche.

Dès la reprise, les Sochaliens se jettaient corps et âme dans ce combat imposé par leurs adversaires. Mais rien ne passait. La réussite les boudait avec un certain plaisir. Tirs sur le poteau, sur la transversale, cafouillages dans la surface de réparation suisse... Djaadaoui et ses hommes n'étaient guère épargnés.

On s'acheminait vers le match nul tant redouté quand, à cinq minutes de la fin, les Sochaliens obtenaient un coup franc à 20 mètres en face des buts suisses. Ah ! pensait-on, si Platini était OS chez Peugeot ! Mais Genghini, c'est


(Photo AP)

pas mal non plus. D'un superbe tir dans la lucarne, il laissait Berbig impuissant.

Les quinze mille spectateurs étaient soulagés : ils reprendront le chemin du stade Bonal, dans quelques semaines, pour une nouvelle soirée européenne, qui risque d'être aussi « mouvementée » que celle de mercredi. En effet, les autres qualifiés pour les demi-finales de la Coupe de l'UEFA : Ipswich, Cologne et Alkmar 67, ne sont pas les premiers venus.

Vendredi, Sochaux connaîtra le nom de son prochain adversaire. S'il peut encore, à ce stade de la compétition, avoir une préférence, René Hauss aimerait sans doute que le sort désigne à Cologne. Il est vrai que le football allemand réussit plutôt bien à Sochaux.

Philippe BALLAND

Saint-Etienne n'a pas fait de miracle

NI miracle, ni réhabilitation à Ipswich. Saint-Etienne s'est une nouvelle fois incliné devant les Anglais (3-1). Menés à la défaite par un Platini boîtillant, les Verts n'ont pu résister aux assauts de Mariner et de Brazil que l'espace d'une mi-temps.

Dès la reprise, Butcher trompait Castaneda de la tête. Dominés, malmenés, les Stéphanois égalisaient, mais contre le cours du jeu, grâce à un but de Zimako. En fin de partie, les joueurs de Robert Herbin s'effondraient, encaissant deux buts dans les huit dernières minutes. Saint-Etienne a quitté la Coupe de l'UEFA par la plus petite porte.

«Roulez, jeunesse»

Paris-Nice a confirmé que le cyclisme professionnel avait de l'avenir

En remportant mercredi la dernière étape de Paris-Nice, Stephen Roche a confirmé tous les espoirs que l'on avait placés en lui et a gagné, avec panache, la trente et unième version de cette course cycliste, qui s'est révélée conforme aux prédictions.

NOUS avons assisté durant une semaine à une course vivante, riche en renversements de situations. Une course au soleil qui, comme ces devancières, connut de très mauvaises conditions atmosphériques dans l'ascension du Forez, et qui a finalement confirmé la valeur montante d'une jeune génération de coureurs.

La victoire de l'Irlandais

Cette réussite de la jeunesse est encourageante pour la « petite reine », bien trop habituée, à cette époque de l'année, à enregistrer les mérites de champions confirmés.

Roche, sociétaire du groupe Peugeot, n'est en fait pas une surprise pour les amoureux du sport cycliste, qui ont suivi la progression chez les amateurs de ce coureur bien parti pour suivre les traces de son illustre prédécesseur, le regretté Seamus Elliot. Routier complet, spécialiste de l'effort solitaire, grimpeur à l'occasion, il a littéralement explosé sur les routes du Sud, confirmant ainsi son excellent Tour de Corse. Il a su, avec beaucoup d'autorité, pallier la défaillance de ses aînés : Duclos-Lassalle et Laurent, auteurs d'un brillant départ dans les toutes premières étapes. Roche est certainement une des valeurs sûres du peloton professionnel de cette saison.

En revanche, le Hollandais Van der Poel surprit agréablement les suiveurs. Voilà un jeune coureur dont on n'attendait pas la présence à pareille fête. Il en est de même pour le talentueux Flamand Alfons De Wolf, qui revient par la grande porte au sommet de la hiérarchie du cyclisme professionnel. Son envol dans Paris-Nice peut marquer en fait, pour ce coureur, le début d'une brillante carrière.

Du peloton français, la satisfaction est venue de Bazzo, fort bien classé au palmarès de ce trente et unième Paris-Nice, mais également du néo-pro de chez Sem : Beucherie. Il ne faut pas oublier que ce garçon, après un passage malheureux au sein de l'équipe Fiat, avait demandé à être reclassé amateur. Il est sympathique de le retrouver aux avant-postes. C'est une grande réussite pour le saint Christophe des coureurs français, Jean de Gribaldy, qui n'a pas hésité à lui donner une nouvelle chance chez les professionnels.

Dernière satisfaction française, la belle dixième place du jeune novice Clère, dont le passage à l'échelon supérieur était très attendu.

Ainsi, ce trente et unième Paris-Nice aura été placé sous le signe de la jeunesse. C'est encourageant pour l'avenir du sport cycliste.

Jean-Yves MARREC

AU SPRINT

• **DAUGAWA RIGA (URSS) A BATTU BELGRADE (YOUGOSLAVIE)** 83-65 (44-29) mercredi soir, à Saint-Nazaire, en finale du championnat d'Europe des clubs champions de basket-ball féminin.

• **LES DEMI-FINALES DE LA COUPE DES CLUBS CHAMPIONS** devraient être passionnantes, le Bayern de Munich, Liverpool, l'Inter de Milan et le Réal Madrid constituant le dernier carré. Les plus grands clubs du Vieux Continent...

En Coupe des vainqueurs de coupe, les qualifiés sont : Dynamo Tbilissi, Benfica, Iena et Feyenoord. Le tirage au sort des demi-finales sera effectué vendredi à Zurich.

• **LE CHAMPION DU MONDE PROFESSIONNEL BERNARD HINAULT** a été mis hors course mercredi soir, par le jury des commissaires, à l'issue de la quatrième étape (Corropoli - Nereto) de la Tirreno Adriatico.

Bernard Hinault était arrivé à Nereto hors des délais, avec trente-trois minutes de retard sur le vainqueur, Raniero Gradi, en compagnie de trente-huit autres concurrents. Trente-quatre coureurs seulement avaient été classés, alors que le peloton était fort de cent cinquante-quatre unités au départ de Corropoli.

THEATRE

La danse du scalp

L'HISTOIRE de la France contemporaine à travers ses bals. Une bonne idée, portée à la scène par le théâtre du Campagnol. Un panorama presque complet de tout ce qui s'est trémoussé en musique de 1936 à nos jours. La drague des bourgeoises sur le retour, au dancing de la Coupole ; le swing endiablé, importé par les Américains à la Libération ; le bal populaire où l'on casse de l'Arabe aux jours sombres de la guerre d'Algérie et l'inévitable fête du samedi soir avec son voyou-roi. Tout cela est brossé sans paroles mais avec entrain, la bande sonore à elle seule tiendrait en éveil un régiment. Une vivacité qui ne s'embarrasse pas toujours de nuances. Grossissez le trait, il en restera quelque chose.

Ce qu'il en reste ? Une absence totale d'indulgence pour ces braves danseurs. Des femmes laides ou ridicules, des hommes gougeats et maniaques. Aucune pitié pour cette humanité qui va chercher sous les lampions un peu de réconfort pour oublier sa solitude. Pas de prince charmant pour s'incliner devant une Cendrillon qui a déserté depuis belle lurette ces lieux maudits.

Bien sûr, le public rit ! Un rire tout public. Belle-mère, beauf, mère-grand et petits-enfants. tous là et tous ravis de voir ainsi défigurés leurs semblables. Des spectateurs complices qui font mine de ne pas se reconnaître dans le miroir que leur tendent les comédiens. Des voyeurs rassurés de ne pas être invités à descendre, à leur tour, dans l'arène pour faire un tour de piste. Heureux qu'on ne les confonde pas avec les pantins qui s'agitent devant eux.

Souvent l'étude de mœurs sonne juste. Tragiques, ces femmes qui viennent offrir leurs corps déchus à des mâles qui n'en sont déjà plus. Bien étudiée aussi, la timidité du permissionnaire, qui devient lâcheté lorsqu'il ne peut s'interposer physiquement à un début de lynchage. Parfois cependant la narration est pesante. Le bal de la Libération, avec son traître, blâme à souhait, et ses maquisards vengeurs, singe un peu trop les images de nos manuels scolaires. Le prolo qui tabasse un immigré donne une version simpliste du racisme populaire en France. La bagarre au ralenti entre loubards est une véritable performance technique mais elle ne fait pas beaucoup progresser notre analyse du problème de la délinquance juvénile.

Certes, ce spectacle, création collective, est une réussite incontestable. On peut cependant craindre qu'il reste pour une grande partie du public une caricature habile, l'occasion d'un rire un peu grinçant. On aurait aimé, en prolongement du constat sévère qu'il propose, l'amorce d'une réflexion sur les réalités ainsi révélées.

Claude BROUSSOULOUX

• ***Créteil.*** *Maison des arts André-Malraux. Du 18 au 22 mars, à 20 h 30.*

• ***Nanterre.*** *Maison de la culture. Du 25 au 28 mars et du 7 au 11 avril.*



«Le Bal», par le théâtre du Campagnol

CHEZ VOUS CHEZ NOUS

Gray. Variétés : *Yvan Dautun.* Au théâtre municipal. Le 20.

Brest. Théâtre : *Fume, c'est du Brazh.* Création présentée par le théâtre de la Corniche de Morlaix. Auditorium de musique (20 h 45). Le 20.

Bagneux. Danse : création mondiale de *l'Anneau* par la Compagnie Vocalise Danse-Théâtre, sur une chorégraphie d'Elinor Ambasch. Théâtre Victor-Hugo (21 h). Les 20 et 21.

La Rochelle. Théâtre : *Les Mirabelles* présentent Blanchisserie Blanche. Maison de la culture. Le 20.

Mâcon. Théâtre : *Cavalier seul,* d'Audiberti, présenté par le théâtre de l'Evénement. Mise en scène de Jean-Claude Amyl. Centre d'action culturel. Le 20.

Hyères. Variétés : *Georges Chelon.* A l'église anglicane (21 h). Le 20.



Plume coup de griffe

«La voix du Quebec»: Plume Latraverse

RÉJOUISSONS-NOUS, le spectacle de Plume Latraverse se prolongera jusqu'au 5 avril, au lieu du 28 mars. Heureusement pour vous d'ailleurs. Ce desperado québécois, né à Central City (Colorado) en 1946, trompe bien son monde avec son petit air baba-écolo, style Maxime Leforestier ou Yves Simon.

Plume, c'est plutôt une bête de scène, un rocker gouailleur, sorti tout droit d'une bande dessinée de Gotlib. La liquette sur le jean, look dépenaillé, il se donne tellement qu'il se casse une dent... « But the show must go on ! », même si, durant tout le spectacle, il crache des bouts de prémolaire sur son public.

Mais ce petit incident trivial est une aubaine pour un affreux jojo que tout pousse au gag, et qui s'amuse férocement à imiter les tics des chanteurs pop. Plume se tord de douleur sur des accords déchirant de guitare électrique, se crispe, s'arc-boute sur son instrument, en vient à bout, et enchaîne sur un roulement suggestif de hanches.

Avec ses trois excellents musiciens : Izengourd Knorh (un nom typiquement québécois) à la batterie, Denis Masson à la basse, et Jean-Claude Marsan à la guitare électrique, Latraverse peut tout se permettre : mastiquer ses mots d'une voix rocailleuse à la Cat Stevens le long d'un blues, ou se lancer dans un rock paroxystique et démoniaque. Tango, boogie, il arpente tout aussi facilement de ses pas de géant la scène du théâtre du Petit Forum. Solidaire des Canadiens français et des féministes, Plume conteste sur tous les plans. Puis, soudain, son sourire carnassier se fige, son regard s'intensifie. Le voilà qui balance *les Pauvres,* une complainte grinçante qui gêne ses spectateurs encore sous le coup de la blague précédente. Drôle de chat, ce Plume.

Béatrice FONTANEL

• *Plume Latraverse, théâtre du Petit Forum, jusqu'au 5 avril, à 20 h 30.*

CINEMA

Chattes perdues sans collier

«Les Parents du dimanche», de Janos Rozsa

«IL n'y a plus d'enfants », répètent, depuis des générations, les grandes personnes, scandalisées par la précocité croissante de leurs héritiers.

— *Il n'y a plus de parents,* pourraient, à juste titre, riposter les enfants, face à la démission des adultes.

A qui la faute si la déliquescence juvénile et la drogue progressent à pas de géant ? Comment reprocher aux « marginaux » de chercher leur voie à l'écart d'une société qui les refuse ? Certes, la révolte gronde parfois dans les foyers les plus unis. Du moins rencontre-t-elle un obstacle, un éventuel garde-fou. Le pire n'est pas de crier : *« Famille, je vous hais ! »,* mais de ne plus avoir personne à haïr.

Rien que pour la Hongrie (onze millions d'habitants), on compte plus de trente mille mineurs à l'Assistance publique et dans 90 % des cas, ceux que l'on traite d'inadaptés, de « problématiques » viennent de couples séparés ou inexistants. A partir de ces données, le cinéaste hongrois Janos Rosza a réalisé un film-réquisitoire dont les interprètes, recrutées parmi les lycéennes de Budapest, portent la violence au rouge.



— *Ma mère est pire qu'une bête,* dit l'une.

— *Chez moi, on m'enfermait dans le placard pour avoir la paix,* confie l'autre.

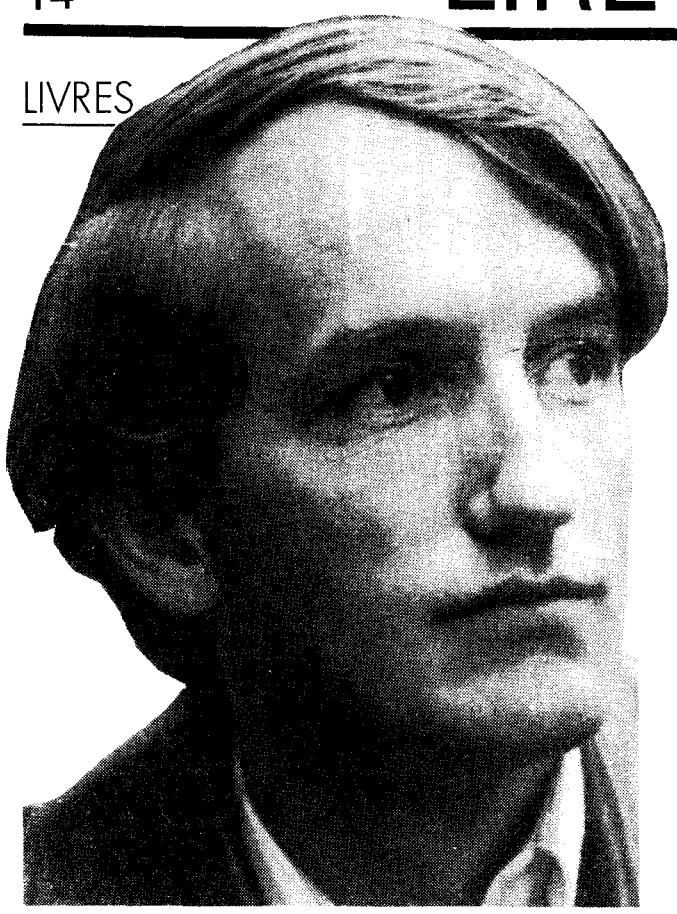
— *Pour moi, la chance, ce serait d'être assommée pour oublier ce qui m'est arrivé depuis ma naissance,* soupire une troisième.

La tête basse, recroquevillées dans leur malheur, ou foudroyant la caméra du regard, elles tiennent les propos recueillis par Rosza durant son enquête dans les maisons de redressement. Invitées à prononcer trois vœux, elles réclament la liberté, l'amour, et souvent aussi l'argent. Pour obtenir satisfaction, elles sont prêtes à tout, d'abord à l'évasion, ensuite au vol, à la prostitution ou au mariage avec n'importe qui. Les plus impatientes s'ouvrent les veines afin de quitter plus vite ce monde qui les refuse. Qu'une bonne âme les prenne en pitié, et les voici toutes griffes dehors, prêtes à rendre le mal pour le bien. Taxez-les d'ingratitude, elles ricaneront : *« Mieux vaut adopter un chien, c'est très reconnaissant. »*

Pourtant ces chattes sauvages brûlent d'une fringale de tendresse qu'elles ne savent comment assouvir. Il suffirait de..., les psychiatres y perdent leur latin. Guérit-on jamais d'une mauvaise entrée dans le monde ? Peut-être si l'on y respire un souffle de solidarité, ce souffle qui balaie le film de Rosza, desserre les lèvres des exclues et nous transmet leur appel. Ecoutez-le, c'est l'égoïsme universel qu'il dénonce, c'est l'implacable vérité qui sort de la bouche des enfants.

Gabrielle ROLIN

LIVRES



Un anti-Sade : Patrick Grainville

«L'Ombre de la bête», de Patrick Grainville

Sans perdre de temps, à raison d'un livre à peu près chaque année, Patrick Grainville s'affirme comme un écrivain heureux. Son univers a beau paraître insolite et, par moments, inquiétant, il y entre, il s'y meut avec une volupté qu'il ne cherche pas à cacher.

Publié dans une collection de romans brefs placés sous le signe du « plaisir de lire » et du « plaisir d'écrire », *l'Ombre de la bête* répond admirablement à cette double exigence.

Journaliste de province (dont le métier est d'ailleurs sans importance ici), le héros, Lucien, part, sur un coup de tête, ou un coup de cœur, à la recherche d'une « bête » dont il a relevé les traces dans les environs de sa demeure.

Quête fabuleuse, car la « bête » n'apparaîtra jamais sous des espèces reconnaissables. quête initiatrice, aussi, car sur une piste qui le mène, d'étape en étape, au sein d'une nature fascinante, Lucien découvre les formes successives d'un érotisme exultant et animal. Enumérant ses découvertes (l'œil du chien, la loutre, la fosse, les ténèbres mouvantes, la pyramide d'excréments, la licorne, la grande Séminole *« lisse et noire »*, le spectacle d'innombrables « dénudements », érections et étreintes multiformes), il se pose, à un moment donné, la question de sa santé mentale.

Y a-t-il basculement quand l'homme, animal doué de raison, évacue celle-ci et privilégie l'instinct ? N'est-ce pas au contraire à force de maîtriser l'animal en lui, jusqu'à le nier, que l'homme délire, se fait violence et cruauté ? C'est le cerveau, non le corps, qui pousse au sadisme. En inventant, malgré ce qui le menace, un monde dans lequel l'innocence préside aux ébats sexuels, où la nudité, par exemple, semble aller de soi, en célébrant les grâces de l'enfant ou de jeune animal, Patrick Grainville se comporte un peu comme un anti-Sade.

Sans doute n'est-il pas aussi candide lui-même que les évocations idylliques et le style fluide et transparent de ses ouvrages. Mais celui-ci en particulier, et peut-être plus que *les Flamboyants* (Prix Goncourt 1976), en dépit d'une fin atroce, est de nature à nourrir longtemps d'images éblouies et exaltantes l'imagination de ses lecteurs.

Maurice CHAVARDES.

• L'Ombre de la bête, par Balland, 148 pages.

Les scandales de la IIIe République

«L'Argent caché», de Jean-Noël Jeanneney

L'ARGENT caché ? Non, il ne s'agit pas du trésor du laboureur sentant sa mort prochaine, ni du magot confortable mais sans intérêt qui sommeille dans les bas de laine ou dans les lessiveuses. Les espèces pas toujours sonnantes dont nous parle Jean-Noël Jeanneney sont celles dont les milieux d'affaires, généreux à leur manière et dotés de suite dans les idées, gratifient le monde de la politique.

On saura gré à l'historien d'avoir élucider, sur une période limitée à la IIIe République, nombre d'affaires mystérieuses situées aux frontières de l'économie et de la politique. Ainsi ce fameux épisode de la spéculation internationale contre le Franc, en 1924, décrite ici dans ses menus et étonnants détails, avec son dispositif particulièrement retors dont l'actualité saute aux yeux à la veille d'une élection qui peut mener la gauche au pouvoir. Caisses noires, fonds secrets, et capitaux flottants sont aujourd'hui devenus monnaie courante.

Qui pourrait prétendre en effet que la « couverture politique » d'un krach financier comme celui de la banque industrielle de Chine, dans les annees 20, parviendrait encore à tromper l'opinion ? C'est enfoncer une porte ouverte que de proclamer l'étroite connivence de l'Argent et du Pouvoir en régime capitaliste. Chacun sait que les milieux financiers se sont constamment évertués à influer sur les décisions politiques, à infléchir, en douce, le cours des choses. Ainsi ont-ils mis à mal la fiction juridique d'un Etat neutre au-dessus des intérêts particuliers et entièrement tourné vers la satisfaction de l'intérêt général.

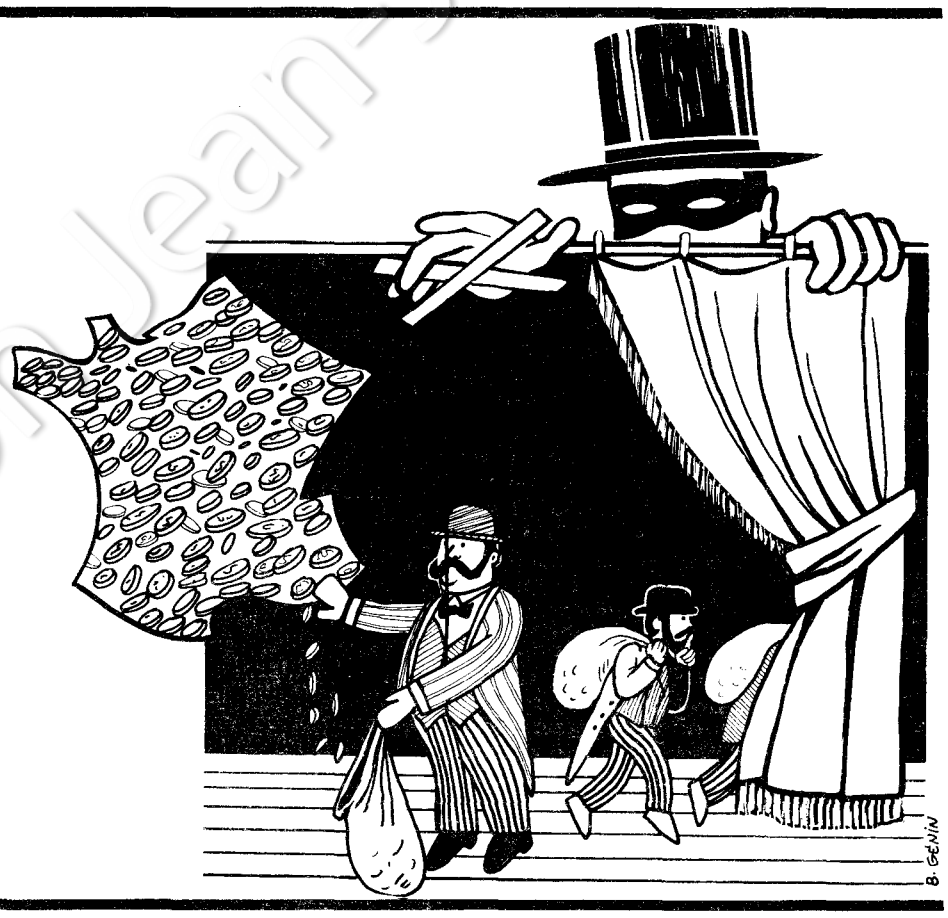
Mais si cet artifice a volé en éclats sous les coups de boutoir répétés d'une histoire riche en scandales, trafics d'influence et malversations diverses, force nous est de reconnaître que la leçon n'a guère servi. Car si les agents patronaux traqués par Jean-Noël Jeanneney se font aujourd'hui plus discrets qu'à la belle époque du Comité des Forges, du mur de l'argent ou des deux cents familles, la pression qu'ils exercent ne s'est pas relâchée pour autant.

Sans succomber au fantasme facile de ces pouvoirs occultes manipulant à loisir des marionnettes politiques qui seraient toutes « vendues » ou « achetables », on est en droit de s'interroger sur certains phénomènes, comme la dépendance du Service des études législatives rattaché au CNPF. Et que dire également de cette ronde incessante entre les services de l'Etat et les responsabilités industrielles au sein desquelles semblent se complaire les dignitaires de tout poil de notre république ?

Voici mis en lumière les curieux grenouillages des copains et des coquins de la IIIe. Sans jamais céder à la tentation des philippiques, l'auteur saisit sur le vif le patronat dans ses basses œuvres. Il faut lire cette histoire de gros sous qui ne se paie pas de mots.

Pierre FRANÇOIS

• *Fayard, 369 pages.*



« Blanche Epiphanie blanchie »

L'album de bandes dessinées consacré aux aventures tumultueuses de l'opulente Blanche Epiphanie n'est plus interdit à la vente aux mineurs.

L'interdiction de vente avait été prononcée par le même ministre, le 16 décembre dernier. La mesure avait soulevé un mouvement de protestation. En effet, les éditions du Fromage avaient noté qu'il ne s'agissait que d'une réédition de l'ouvrage du dessinateur Pichard et du scénariste Lob, déjà paru dans d'autres collections, sans difficultés depuis 1975.

Festival international de films de femmes

LE IIIe Festival international de films de femmes se déroulera du 21 au 29 mars à Sceaux (1). Tous les films présentés — une vingtaine de longs métrages et autant de courts métrages — sont des inédits récents, originaires de Chine ou du Venezuela comme de Pologne, d'Allemagne ou du Québec. Chaque soir, un débat est prévu avec les nombreuses réalisatrices françaises et étrangères présentes pendant le festival (Liliane de Kermadec, Jutta Brückner, etc.). En complément, on pourra voir deux films des années 20, réalisés par Germaine Dulac, une pionnière du cinéma.

Une sélection des films sera projetée à Grenoble du 21 au 29 avril, à Toulouse du 4 au 10 mai et à Avignon du 11 au 30 mai.

(1) Centre d'action culturel, 49, avenue Clemenceau, Sceaux. Tél. : 660.05.64. A 5 mn du RER Bourg-la-Reine.

ON RECHERCHE

• Vous qui cherchez un livre, un article, un disque, un renseignement d'ordre culturel, écrivez-nous. Chaque semaine, nous publierons gratuitement votre message. Et peut-être un lecteur viendra-t-il vous dépanner ?

Service culturel, *Combat socialiste*, 7 bis, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris.

EN POCHE

Dans l'irréprochable traduction de Jean Cassou, ces douze *Nouvelles exemplaires* furent publiées en français pour la première fois en 1949. Les revoici, en formule de « poche », sous une couverture reproduisant un détail d'une toile de Velázquez.

Dans la préface qu'il donne à l'ouvrage, Jean Cassou fait ressortir le picaresque de l'écrivain castillan, dont le stoïcisme militaire (il perdit la main à la bataille de Lépante), sans aller jusqu'au pur cynisme, se rapprochait de la psychologie *« exacte et amère »* du « picaro ».

Au picaresque s'ajoutent ici l'extravagance, les facéties, galanteries et intrigues les plus singulières. Cassou rappelle le mot de Cervantès : *« Je dépasse en imagination tous les poètes. »* Ce n'est pas une vanterie : les *Nouvelles exemplaires ne nous en apportent-elles pas la preuve, jusqu'à nous faire tourner la tête de ravissement ?*

• Nouvelles exemplaires par *Miguel de Cervantès*, Folio, 634 pages.

Pas de « Mains sales » pour Shangai

Les Mains sales, la pièce de théâtre de Jean-Paul Sartre, qui fait actuellement salle comble tous les soirs à Shangai, pourrait être prochainement interdite.

La première représentation de cette pièce dans un théâtre de Shangai avait provoqué un tollé général de la part des spectateurs — en majorité des cadres du régime.

Le thème principal de la pièce porte sur des responsables communistes qui « se salissent les mains » dans l'exercice de leurs fonctions. Au moment de son décès, Jean-Paul Sartre avait été qualifié d'« ami du peuple chinois » par l'agence Chine nouvelle.

Jeudi 19 mars

20 h 30 — Pause-café.
Feuilleton de Georges Coulonges. Réal. S.-R. Leroy. Avec Véronique Jannot, Jacques François, Alain Courivaud.

21 h 30 — L'événement. Emission de M. Thoulouze et J. Besançon.
Boat people : la force antipirate. Les prisons d'Algésiras.

22 h 30 — Visions.
Emission de J.-P. Mirouze.
Armand, cinquante-trois ans, sculpteur, casseur de télé ou de piano, fondateur du mouvement Nouveau Réalisme. Avec Yves Klein.
Plus très nouveau, la destruction provocatrice et libératrice !

23 h 25 — Journal.

20 h 00 — Journal.

20 h 35 — Jeudi-Cinéma. Présenté par Pierre Tchernia. Réal. André Tarta.
Film : *Trafic,* de Jacques Tati (1971). Avec Jacques Tati, Maria Kimberley, Marcel Fraval, Honoré Bostel.
M. Hulot a inventé une voiture de camping à gadgets que sa société veut présenter au Salon de l'automobile d'Amsterdam. Bien entendu, M. Hulot, qui parle peu le néerlandais, doit convoyer son invention.
Jeux et concours. Avec Jane Birkin et Jean Lefebvre.
Magazine. L'actualité du cinéma.

23 h 30 — Journal.

20 h 00 — Les jeux de 20 heures.

20 h 30 — La veuve Couderc.
Film de Pierre Granier-Deferre, d'après le roman de Simenon. Avec Simone Signoret, Alain Delon, Jean Tissier, Ottavia Piccolo.
1934 : la veuve Couderc devient la maîtresse d'un jeune bagnard en cavale. Mais le beau-frère et la belle-sœur de la veuve Couderc convoitent sa ferme.

22 h 15 — Soir 3.

22 h 35 — Agenda 3.

SELECTION RADIO

JEUDI 19 MARS

FRANCE-MUSIQUE

9 h 17 — Le matin des musiciens. *La Passion selon Saint Jean.*
15 h 30 — Chérubin, de Massenet. Concert donné à Radio-France. Avec Cynthia Buchan, Janine Devost, Jacques Trigeau, Michèle Command, Jean-Marie Frémeau. Direction Jean-Pierre Marty.
20 h 30 — Musique française. Concert « Prestige de la musique », donné en direct de la salle Pleyel et présenté par Jean Fontaine. Franck : Sonate pour piano et cordes, n° 1, en do mineur opus 15. Fauré : Elégie pour violoncelle et piano, en do mineur opus 24 ; Quatuor pour piano et cordes, en do mineur opus 15.

FRANCE-CULTURE

9 h 07 — La littérature. Matinée composée par Roger Vrigny. Avec Bertrand Poirot-Delpech (*la Légende du siècle,* Gallimard). En question : *Une jeunesse,* de Patrick Modiano. Littérature et cinéma, à propos de *Allons z'enfants,* film d'Yves Boisset. Dossier Péguy.
20 h — La fête manquée. Tragédie-farce de Mikhail Boulgakov. Avec Nathalie Nerval, Julien Guiomar, Pascal Mazzotti, Michel Vitold et Pierre Trabaud.

VENDREDI 20 MARS

FRANCE-MUSIQUE

9 h 02 — Le matin des musiciens. *La Passion selon saint Jean.*
20 h — Orchestre symphonique de la radio de Stuttgart. Concert donné en direct de Stuttgart, dans le cadre des échanges franco-allemands. Berg : Sept lieder de jeunesse. Mahler : Cinquième symphonie en do dièse mineur.

FRANCE-CULTURE

20 h — Relecture. Sarah Bernhardt. Emission d'Hubert Juin. Réal. Anne Lemaître. Textes dits par Catherine Sellers.
21 h 30 — Black and Blue. Emission de Lucien Malson et Alain Gerber. La plus grande école de guitare du monde, avec Pascal Escoffier, Pierre Cullaz, Jacques B. Hess.

Qu'est-ce qu'un surdoué?



Le professeur Rémy Chauvin bien connu pour ses livres et ses théories sur le problème des surdoués, parmi les invités du « Nouveau vendredi ». (Photo Interpress)

QUI sont ces génies précoces pour lesquels il faut créer des écoles spéciales, dignes de leur stupéfiante intelligence ? Et d'abord, existent-ils ? Oui, Philippe Aubert les a rencontrés. Il vous présente Jean Frène, jeune berger devenu professeur d'université, et un petit Anglais de treize ans qui bat aux échecs la plupart des champions. On compte en France environ 200 000 enfants surdoués, c'est-à-dire dont le quotient intellectuel dépasse 130. Mais combien de « grosses têtes » ont échappé à la détection des tests ? Aux USA, en URSS, en Israël, cette future élite intellectuelle fait l'objet des soins les plus attentifs. Une association internationale, la Mensa, sert, dans le monde entier, de trait d'union entre les forts en thème. Qu'ils méritent d'être encouragés, nul ne le contestera. Mais attention à ne pas détruire leur équilibre, parfois moins évident que leurs facultés, et à ne pas oublier les éléments moyens au bénéfice des phénomènes. « Le Nouveau Vendredi » pose le problème, qu'illustreront les déclarations de Jean-Charles Terrassier, psychologue niçois, du recteur Gautier, du professeur Rémy Chauvin et de Thierry Carabin, secrétaire général de la Mensa. Une émission qui fascinera les parents et risque d'agacer les enfants... sauf les surdoués évidemment.

FR 3 : vendredi 20 mars, à 20 h 30.

Vendredi 20 mars

12 h 05 — Réponse à tout.
12 h 25 — Une minute pour les femmes. Tabac + pilule = danger.
12 h 30 — Midi-Première.
13 h 00 — Journal.
13 h 35 — Télévision régionale.
14 h 05 — Télévision scolaire. Histoire d'un livre.
18 h 00 — C'est à vous.
18 h 25 — Un, rue Sésame. Qu'est-ce qui fait courir Toccata ?
18 h 50 — Avis de recherche. Avec Jean-Pierre Darras et Eric Charden.
19 h 20 — Actualités régionales.
19 h 40 — Les paris de TF1. Avec Mort Shuman.
20 h 00 — Journal.
20 h 30 — Au théâtre ce soir. Danse sans musique.
Comédie policière de R. Puydorat et A. Gray, d'après Peter Cheney. Mise en scène : R. Clermont. Réal. P. Sabbagh. Avec Corinne Marchand, Gérard Barray, Bernard Tiphaine et René Clermont.
Tous les poncifs du théâtre de boulevard sont là. Ce n'est pas après eux que le détective O'Hara en a, malheureusement.
22 h 15 — Expressions. Magazine de C. Wellhoff et Béatrice Cauffman.
Le chant de la pierre. Les sons et la musique. Moderne-classique, un instant d'éternité.
23 h 25 — Journal.

10 h 30 — Antiope.
Spécial-femmes : l'intérim. Les expositions en province.
12 h 05 — Passez donc me voir.
12 h 30 — Les gaîtés de la correctionnelle. Un naturiste fervent.
12 h 45 — Journal.
13 h 35 — Télévision régionale.
13 h 50 — Face à vous.
14 h 00 — Aujourd'hui madame. L'image de la famille.
15 h 00 — Le saint. Série britannique, avec Roger Moore.
15 h 55 — Quatre saisons.
Magazine de loisirs préparé par Henri Slotine. Réal. Jean-Luc Prévost. Ski de printemps ou ski nautique.
16 h 55 — La TV des téléspectateurs.
Emission d'Armand Ventre. Réal. Joseph Lewartowski.
Les rues de San Francisco, film de Claude Bodson. *La potardière,* film de Michel Bodin.
17 h 20 — Fenêtre sur... Peintres de notre temps.
17 h 50 — Récré A2.
Mes mains ont la parole. Marie-Thérèse Abbou raconte l'histoire d'un ballon extraordinaire.
18 h 30 — C'est la vie.
18 h 50 — Des chiffres et des lettres.
19 h 20 — Actualités régionales.
19 h 45 — Top-Club.
20 h 00 — Journal.
20 h 35 — La guerre des insectes.
Feuilleton en quatre épisodes, d'après le roman de Jean Courtois-Brieux. Réal. Peter Kassovitz. Avec Mathieu Carrière, Patrick Chesnais et Victoria Chesnais.
Premier épisode : aucun insecticide n'agit sur les insectes qui grouillent dans la cale d'un cargo.
21 h 35 — Apostrophes.
Emission de Bernard Pivot. Réal. Jean Cazenave. Cinéma-vérité, cinéma-mensonge, avec Patrick Cauvin *(Nous allions vers les beaux jours)* ; François Reichenbach *(Le monde a encore un visage)* ; Patrick Drevet *(les Gardiens de pierres),* et Jeanne Witta-Montrobert *(la Lanterne magique).*
22 h 55 — Journal.
23 h 05 — Ciné-club. Chotard et compagnie.
Film de Jean Renoir (1932). Avec Charpin, Jeanne Lory, Madame Treki, Max Dalban, Louis Seigner, Dignimont.
Chotard tient, dans une petite ville, une épicerie prospère. Un prétendant de sa fille, Reine, sème la perturbation.
Un film peu connu de Renoir, tiré d'une pièce de Roger Ferdinand.

18 h 30 — Pour la jeunesse.
Vive le basket. Des livres pour nous.
18 h 55 — Tribune libre. Syndicat national des lycées et des collèges.
19 h 10 — Soir 3.
19 h 20 — Actualités régionales.
19 h 40 — Télévision régionale.
19 h 55 — La soucoupe volante. Dessin animé.
20 h 00 — Les jeux de 20 heures.
20 h 30 — Le nouveau vendredi.
Emission d'André Sabas.
Dis, papa, c'est quoi un surdoué? Reportage de Philippe Aubert et Christine Saleza. Avec la participation du recteur Gautier, de Jean-Charles Terrassier, président de l'Association nationale pour les enfants surdoués, et de Rémy Chauvin.
21 h 30 — Fumées mauves.
Divertissement de Christian Ligier. Réal. Renée Darbon.
Avec Jean-Loup Wolff, Marlène Favarel, Philippe Cointin et Noëlle Vériac.
Une nuit dans les fossés du château Saint-Elix.
Un jeune comédien répète, Agnès survient et emporte en courant le talent du comédien.
22 h 25 — Soir 3.
22 h 40 — Thalassa. L'épave du Grand-Saint-Antoine.
La peste à Marseille en 1720.

Combat
SOCIALISTE

Au congrès du SNES à Montpellier

Vives critiques lancées par les minorités

Montpellier, le 19 mars (de notre envoyé spécial)

AU terme de la deuxième journée du congrès du SNES, à Montpellier, son secrétaire général, Etienne Camy-Peyret, a rappelé le caractère « *rassembleur et authentiquement syndical* » du courant majoritaire Unité et Action. « *Ceux qui misent sur la division d'U et A,* a-t-il ajouté, *seront amèrement déçus.* »

Le secrétaire général répondait ainsi aux attaques lancées par les courants minoritaires tels que UID, Ecole émancipée et Front unique ouvrier, qui « *refusent l'alignement sur les positions d'un parti politique* », à propos de l'Afghanistan, de la Pologne comme des problèmes des immigrés et de la drogue. De plus, la tendance UID a manifesté son opposition « *aux attaques contre la FEN et aux manœuvres de division* », tandis que les minoritaires dénonçaient la désyndicalisation de leur profession.

Pendant ce temps, une nouvelle tendance, née à Caen mais qui n'est pas représentée au congrès de Montpellier, prônait « *la priorité à l'unité dans l'action* ».

La direction du SNES avait par avance répondu : « *Notre courant largement majoritaire dans l'ensemble du SNES rassemble, sur une base authentiquement syndicale, tous ceux qui, quelles que soient leurs opinions politiques et philosophiques, ont choisi le syndicalisme unitaire de lutte et de masse.* »

« *Nous ne voulons rien imposer, ni normaliser qui que ce soit,* a précisé Etienne Camy-Peyret.

Nous avons simplement préconisé que soit organisé, devant la Fédération de l'éducation nationale, un débat et une réflexion sur la nécessité de mettre en place un grand syndicat unitaire des personnels du second degré travaillant dans les mêmes établissements et ayant les mêmes intérêts. »

Félix CHIOCCA

Est-ce Acariès?

Le boxeur français à la conquête d'un titre européen

Louis Acariès contre le Yougoslave Marjan Bénès. Cette nouvelle possibilité offerte à un champion d'Europe (ici en super-welters), va peser lourd, ce soir, sur ses épaules. Surtout après la défaite d'Hocine Tafer, par abandon, contre Rudy Koopmans pour le titre Européen des mi-lourds !

EN boxe, la technique et le punch ne sont pas seuls garants d'une victoire. Dans ce sport difficile on est seul avant, pendant et souvent après. En clair, si Acariès se dit certain du résultat final, n'oublions pas le « cas » Tafer dont beaucoup estimaient la victoire au championnat d'Europe comme une simple formalité ; lui-même le laissant sous-entendre. Méfiance donc pour ce combat Acariès-Bénès et surtout rentrons en gorge les cocoricos, même si l'on chuchote que le Yougoslave se trouve dans une forme moyenne. N'oublions pas qu'il frappe vite et fort.

Second combat vedette, Sylvain Watbled, que beaucoup attendent au tournant après son dernier combat contre Lucien Rodriguez. Il rencontrera l'Espagnol Avenamar Peralta. Cette rencontre permettra peut-être de constater que Sylvain Watbled (26 ans, 24 combats dont 2 défaites) s'est remis de son précédent échec. Le combat devrait être rude face à Peralta (33 ans), ex-champion d'Argentine en 1972.

Présenté lors de la rencontre Tafer-Koopmans, le Camerounais, Jean-Marie Emébé (25 ans, 45 combats amateurs, 13 combats professionnels, champion d'Afrique des poids moyens), tout nouvel élève de Jean-Paul Gobet, montrera au public parisien ce qu'il sait faire face au très combatif Turc Agamil Yreldrim (14 combats professionnels).

Au dernières nouvelles, il n'était pas certain que Mourad Ferguene (champion du monde militaire) rencontre, pour son troisième combat professionnel, Jean-Luc Lamy. En effet, ressortissant algérien, son pays, qui interdit la boxe professionnelle, a posé son veto pour ce combat. « *C'est un coup très dur pour lui,* » jette Jean Traxel, son manager qui va tenter d'arranger l'affaire.

La qualité du plateau présenté ce soir à l'Hippodrome de Paris, par l'organisateur Jean-Max Skénadji vaut le déplacement. Surtout si Acariès...

• **En raison d'une interdiction** de sa fédération, l'Algérien Mourad Ferguene ne pourra vraisemblablement pas boxer ce soir, son manager, Jean Traxel, espère encore obtenir le feu vert, mais l'organisateur Jean-Max Skenadji a déjà conclu un combat de remplacement : un six rounds de poids mi-moyens Todovic-Ormoy.

Philippe Ruchmann

François Mitterrand à Rome

LORS de la visite éclair qu'il a faite mercredi 18 mars à Rome, François Mitterrand a rencontré le président de la République italienne, Sandro Pertini, puis le secrétaire général du Parti socialiste italien, Bettino Craxi, ainsi que celui du Parti démocrate, Pietro Longo.

Devant la presse, le candidat socialiste a déclaré que « *les rencontres entre partis socialistes font partie de la vie de nos partis depuis toujours, et celle-ci n'a rien d'extraordinaire, sinon le fait, pour les journalistes, que je suis candidat à l'élection présidentielle* ».

Il a ajouté : « *Autant il n'est pas raisonnable de voir un État intervenir directement dans les affaires intérieures d'un autre pays, autant je me réjouis que les socialistes de tous les pays manifestent leur solidarité mutuelle lors des élections.* »

Interrogé sur la campagne en cours, François Mitterrand a déclaré : « *Je n'ai pas pour habitude de commenter les affaires intérieures françaises et leurs péripéties lorsque je me trouve dans un pays étranger, aussi ami fût-il.* »

Il n'a pas rencontré le secrétaire général du Parti communiste italien, Enrico Berlinguer, pour une seule raison : « *Je suis invité par les socialistes italiens, je ne reste que quelques heures à Rome et je ne suis pas venu faire une tournée électorale en Italie... Et puis je ne veux pas que se répande le sentiment que, venu à Rome, je cherche à créer des troubles en France. D'ailleurs, cela n'ôte rien aux relations personnelles que j'entretiens avec Enrico Berlinguer* ». François Mitterrand a précisé que sa rencontre avec Sandro Pertini n'avait rien d'officiel : « *Je suis venu en socialiste parmi les socialistes, et j'ai rencontré le président de la République italienne parce que c'est un camarade socialiste.* »

Quand la CGE rencontre la CGE

NOUVEAU mariage à la Bourse de Paris. La Compagnie générale d'électricité vient, après une bataille boursière rondement menée dans le secret, de prendre le contrôle de la Compagnie générale des eaux.

Désormais, le groupement d'actionnaires constitué par la Compagnie générale d'électricité, le Crédit commercial de France et le groupe Rivaud détient environ 15 % du capital du numéro un de la distribution des eaux en France.

Pour Ambroise Roux, PDG de la Compagnie générale d'électricité, l'opération est juteuse : en ne déboursant que 150 millions de francs, il s'assure, à lui seul, le contrôle de 5 % du capital de la Compagnie générale des eaux.

Quant au protocole général de coopération signé mercredi, il permettra aux deux groupes de « *tirer le meilleur parti de leurs moyens industriels, commerciaux et financiers respectifs* »... en attendant des restructurations qu'Ambroise Roux n'écarte pas. Déjà 73 suppressions d'emplois sont prévues chez Omnium de traitement et de valorisation (OTV), filiale de la Compagnie générale des eaux.

Programmes minimaux à la TV

En raison de la grève déclenchée par la Fédération des travailleurs de l'information, de l'audiovisuel et de l'action culturelle (FTIAAC), et la CFDT, pour revendiquer une convention collective nationale dans le secteur audio-visuel, les programmes de télévision de la soirée subiront quelques changements. Notamment sur Antenne 2, où l'émission hebdomadaire « Jeudi-Cinéma » sera remplacée par « l'Accident », un film de Joseph Losey, à 20 h 30.

RATP : des métros et peu de bus

Le trafic du métro parisien et du RER était normal jeudi matin, les mots d'ordre de grève lancés par la CGT et la CFDT n'ayant pas été suivis par les conducteurs des rames La CFDT a d'ailleurs suspendu son mouvement ; la CGT, elle, l'a reconduit.

Du côté des autobus, par contre, la grève se poursuit de façon inégale, les dépôts les plus touchés étaient hier jeudi ceux de Créteil, de Flandre et de Charlebourg. En moyenne, 50 % des bus circulaient.

loterie nationale — LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER TOUS CUMULS COMPRIS AUX BILLETS ENTIERS

TRANCHE DES VIOLETTES

TIRAGE N° 19 DU 18 MARS 1981

TERMINAISONS	FINALES ET NUMEROS	SOMMES A PAYER	TERMINAISONS	FINALES ET NUMEROS	SOMMES A PAYER
		F			F
1	11	150	7	47	150
	8 891	5 000		1 877	1 000
				1 597	10 000
2	2	70	8	28	150
	252	570		58	150
	4 532	1 070		268	500
	4 802	1 070		0 868	1 000
3	103	500		4 598	1 000
	153	500		5 868	1 000
	9 193	5 000		3 258	5 150
	0 473	10 000		7 098	5 000
				95 898	100 000
4	Néant	Néant	9	5 169	1 000
5	0 505	1 000		1 089	5 000
				332 939	3 000 000
6	6	70	0	030	500
	296	570		7 360	1 000
	2 766	5 070		9 560	1 000
	44 916	50 070		252 410	500 000

PROCHAIN TIRAGE TRANCHE DES JONQUILLES LE 25 MARS 1981 à MONTREUIL (Seine-saint Denis)

LOTO — TIRAGE N° 11 : 14 22 39 43 44 45 — NUMERO COMPLEMENTAIRE 42

PROCHAIN TIRAGE LE 25 MARS 1981 VALIDATION JUSQU'AU 24 MARS APRES-MIDI

LOTERIE NATIONALE - TIRAGE DU 18 MARS 1981 - N° 19

ARLEQUIN — RESULTATS OFFICIELS DU TIRAGE N° 20 DU 18 MARS 1981

Finales et numéros	Les sommes à payer sont indiquées tous cumuls compris pour un billet entier	
0	Tous les billets terminés par 0 gagnent 50 F dans toutes les séries	
36	Tous les billets terminés par 36 gagnent 200 F dans toutes les séries Tous les billets terminés par 83 gagnent 100 F dans toutes les séries	
	Numéros gagnants dans toutes les séries	Sommes à payer
443	0344 1344 2344 3344 4344 5344 6344 7344 8344 9344	600
	0434 1434 2434 3434 4434 5434 6434 7434 8434 9434	600
	0443 1443 2443 3443 4443 5443 6443 7443 8443 9443	3 300
072	0027 1027 2027 3027 4027 5027 6027 7027 8027 9027	300
	0072 1072 2072 3072 4072 5072 6072 7072 8072 9072	3 000
	0207 1207 2207 3207 4207 5207 6207 7207 8207 9207	300
	0270 1270 2270 3270 4270 5270 6270 7270 8270 9270	350
	0702 1702 2702 3702 4702 5702 6702 7702 8702 9702	300
	0720 1720 2720 3720 4720 5720 6720 7720 8720 9720	350

2529	Numéros gagnants	Sommes à payer série B	Sommes à payer autres séries	Numéros gagnants	Sommes à payer série B	Sommes à payer autres séries
		F.	F.		F.	F.
	2 259	10 000	2 000	5 229	10 000	2 000
	2 295	10 000	2 000	5 292	10 000	2 000
	2 529	2 005 000	21 000	5 922	10 000	2 000
	2 592	10 000	2 000	9 225	10 000	2 000
	2 925	10 000	2 000	9 252	10 000	2 000
	2 952	10 000	2 000	9 522	10 000	2 000

Prochain Arlequin : le 1er Avril 1981 à NANCY (Meurthe-et-Moselle) - tirage télévisé à 19 h 50

1981 LOTERIE NATIONALE - TIRAGE DU 18 MARS 1981 N° 20

Pour mes idées, pour que la presse socialiste vive

JE M'ABONNE A *COMBAT SOCIALISTE*

☐ Abonnement de soutien : 1 000 F
☐ Un an : 550 F
☐ 6 mois : 300 F
☐ Par trimestre : payez 150 F tout de suite
☐ Prélèvement automatique (un formulaire vous sera expédié par retour). Pour un an : 150 F par trimestre.

ABONNEMENT COUPLÉ :
« ***COMBAT SOCIALISTE*** », 5 jours
« ***L'UNITÉ*** », hebdomadaire, le 6e jour

☐ Un an : 650 F
☐ 6 mois : 360 F

RÉDIGEZ VOTRE CHÈQUE
à l'ordre de « Trésorerie PS - Compte presse »
10, rue de Solférino, 75333 Paris Cedex 07

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....